

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
PROGRAMME 144
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

ENVIRONNEMENT ET
PROSPECTIVE DE LA
POLITIQUE DE DÉFENSE



PROGRAMME 144
**Environnement et prospective de la politique de
défense**

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Alice RUFO

Directrice générale des relations internationales et de la stratégie

Responsable du programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

Le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » rassemble les actions contribuant à éclairer le ministère des Armées sur l'environnement stratégique présent et futur, dans le but d'élaborer et de conduire la politique de défense de la France. Ces actions contribuent à la fonction « connaissance et anticipation » de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale (2017), confirmée par la revue nationale stratégique présentée fin 2022 :

- « Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la défense » (action 3) ;
- « Prospective de défense » (action 7) ;
- « Relations internationales et diplomatie de défense » (action 8).

La directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) est responsable du programme 144, en cohérence avec les responsabilités qu'elle exerce par ailleurs en matière de pilotage de l'action internationale du ministère, de prospective et de stratégie de défense. À ce titre, la DGRIS a contribué avec l'état-major des armées (EMA), la direction générale de l'armement (DGA) et le secrétariat général pour l'administration (SGA) à l'élaboration de la revue nationale stratégique 2022, présentée le 9 novembre dernier par le Président de la République. Élaborée en vue de la prochaine loi de programmation militaire, cette revue dresse un panorama aussi bien national qu'international de l'environnement de défense et de sécurité de la France, puis identifie les enjeux stratégiques, opérationnels et capacitaires auxquels la France sera confrontée dans les prochaines années.

Rechercher et exploiter le renseignement de défense (action 3)

L'année 2022 est marquée par la recrudescence des menaces sur la scène internationale dans un contexte géopolitique très instable, le retour de la guerre sur le sol européen avec le conflit ukrainien, une inflation très élevée, la crise énergétique et l'évolution croissante des menaces « cyber ». Face à ces défis, le caractère prioritaire des questions de renseignement, outil majeur de souveraineté, est réaffirmé.

Pour la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les efforts sont concentrés sur l'accroissement des efforts capacitaires, avec la montée en puissance de la cyberdéfense ainsi que sur les grands programmes interministériels. Les moyens portent notamment sur l'adaptation aux évolutions technologiques de l'univers numérique et du domaine spatial. Par ailleurs, les travaux de renforcement de la résilience et de la sécurisation des systèmes d'information se sont poursuivis afin de garantir la continuité de l'activité du service. Enfin, le renforcement des actions opérationnelles a eu pour objectif de couvrir les besoins impérieux en renseignement stratégique.

La DGSE a également poursuivi la modernisation, l'amélioration et l'accroissement des services mutualisés au profit des services du premier cercle de la communauté nationale du renseignement.

Par ailleurs, le programme d'investissement immobilier du service s'est poursuivi sur certains sites franciliens en vue de la modernisation et de l'adaptation des locaux.

La direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) poursuit sa transformation en vue d'accélérer le cycle du renseignement et répondre aux nouveaux défis liés au retour de la confrontation entre États-puissances tout en maintenant sa vigilance sur l'ensemble du spectre des menaces.

Le chantier du nouveau bâtiment de 646 places de la direction centrale a donné lieu à la fin des travaux préparatoires et au début du gros œuvre. Après les travaux de démolition et de terrassement, la réalisation des fondations et du sous-sol a marqué le dernier trimestre.

En 2022, la DRSD poursuit le développement de sa nouvelle base de souveraineté basée sur une solution logicielle purement nationale, avec la notification de la troisième phase du marché en novembre dans le cadre d'une coréalisation avec l'industriel. La DRSD œuvre également à la modernisation de ses systèmes d'information et intensifie son plan d'équipement en moyens techniques de recherche tant pour sa direction centrale que son réseau déconcentré. Elle a également débuté la mise en œuvre de son centre de réponse aux incidents « cyber », le CERT-[ED] (Entreprises de défense), sur une partie du territoire métropolitain. La poursuite du développement des systèmes d'information dédiés aux enquêtes administratives a également été fructueuse, permettant le début de leur mise en œuvre.

Soutenir la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense (action 7)

À la suite du bilan effectué en 2021 sur les cinq premières années (2015-2020) de mise en œuvre de la réforme du dispositif ministériel de soutien à la recherche stratégique (création du pacte enseignement supérieur (PES), refonte du dispositif des études externalisées, réforme de l'institut de recherche stratégique de l'école militaire), l'année 2022 a été l'occasion d'engager une réflexion et un dialogue spécifique avec l'ensemble des acteurs de cet écosystème (universités, *Think Tanks*, partenaires institutionnels, associations, etc.). L'ambition de la DGRIS est de concevoir et de mettre en œuvre de nouvelles mesures visant à satisfaire les objectifs en matière de relève stratégique (soutien aux jeunes chercheurs), de consolidation du modèle économique de ces acteurs, de soutien à l'innovation et enfin d'intériorisation et de rayonnement de la recherche. Par ailleurs, le Club Phoenix, réunissant partenaires privés (grandes entreprises, *Think Tanks*, etc.) et partenaires institutionnels du ministère des Armées, au profit de l'insertion professionnelle de ces jeunes chercheurs, a développé à la fois ses formats de rencontres ainsi que le rythme de ses activités (six événements en 2022), et ce, malgré les contraintes sanitaires.

En matière de relation avec les *Think Tanks*, la DGRIS a poursuivi les mesures de vigilance mises en place dès l'origine de la crise sanitaire au profit des prestataires privés afin que leur équilibre économique et financier ne souffre pas des contraintes opérationnelles (transformation des formats de réunion) ou budgétaires (inflation des coûts). Par ailleurs, la programmation 2022 des études externalisées s'est traduite par un important taux de renouvellement des contrats pluriannuels, en particulier les emblématiques contrats-cadres « cyber » et « Russie », ainsi que par la poursuite des efforts en matière de consommation budgétaire (révision de la procédure et du calendrier annuel des prestations). Enfin, la DGRIS a organisé en janvier 2022 l'événement parisien de « La Fabrique Défense », labellisé PFUE et réunissant près de 250 partenaires de l'écosystème défense (*Think Tanks*, universités, partenaires institutionnels, associations, entreprises civiles et de la défense, etc.).

Définir les systèmes de forces futurs et contribuer à la maîtrise de capacités industrielles et technologiques cohérentes

Le plan d'engagements 2022 des études amont est conforme aux attendus du document de référence de l'orientation de l'innovation de défense (DrOID) validé par le ministre des Armées. Les principales études ont porté sur la préparation des évolutions du Rafale, le quantique, la lutte anti-drones, l'hypervélocité, la robotique terrestre, et ont permis :

- d'une part, le lancement :
 - d'études sur le futur patrouilleur maritime ;
 - d'études dans le domaine de la défense sol-air ;
 - d'études dans le domaine de la robotique terrestre ;
 - d'études dans le domaine du quantique.
- d'autre part, la poursuite :
 - des études sur les capacités de communications souveraines par satellite ;
 - des études préparatoires aux futures capacités spatiales de renseignement d'origine image et électromagnétique ;
 - des études contribuant à la préparation des évolutions du Rafale et du système de combat aérien du futur ;
 - des études concernant le démonstrateur de planeur hypersonique ;

- des études préparatoires au renouvellement des capacités de la dissuasion ;
- des études des futurs incréments des systèmes de défense NRBC ;
- d'études nationales sur les futurs armements du combat terrestre ;
- des études dans le domaine de la lutte anti-drones ;
- des investissements des fonds d'investissement en capital-risque « Fonds innovation défense » et « DEFINVEST ».

Plus d'un milliard d'euros ont été investis dans les études amont, conformément aux ambitions de la LPM 2019-2025. La Commission européenne a octroyé fin 2022 les subventions des projets sélectionnés au titre de l'appel à projet 2021 du Fonds européen de défense (FEDef) ; les contrats d'accompagnement nationaux seront notifiés en 2023.

S'agissant des opérateurs, l'exercice 2022 correspond à la première année des contrats d'objectifs et de performance 2022-2026. L'ONERA a enregistré une augmentation de ses prises de commandes en 2022, alors que l'année 2021 avait déjà dépassé l'ancien record datant de 2008 confirmant son statut de référence dans les domaines aéronautique et spatial. Les écoles ont développé leurs partenariats académiques et de recherche. L'École polytechnique et l'ENSTA Paris ont ainsi poursuivi leur engagement, au côté de Telecom Paris, Telecom Sud Paris et de l'ENSAE, dans le développement de l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) qui a créé un nouveau centre interdisciplinaire Engineering for Health (E4H) lié à la santé. L'ISAE SUPAERO a participé activement à la structuration du site Toulousain qui s'est notamment traduite par la création de l'ISA (Institut pour l'aviation durable). L'ENSTA Bretagne a réuni 11 établissements publics impliqués dans l'enseignement supérieur et la recherche en ingénierie maritime pour créer l'institut interdisciplinaire IngéBlue.

Les établissements ont aussi su adapter leurs modes de fonctionnement au contexte macroéconomique, fortement marqué par des facteurs exogènes (hausse de l'inflation, revalorisation du point d'indice des fonctionnaires). L'ONERA a vu les salaires de ces personnels rehaussés pour conserver son attractivité.

Orienter et conduire la diplomatie de défense (action 8)

Dans un environnement plus instable, volatile et complexe, la DGRIS a assuré tout au long de l'année 2022 le pilotage et la coordination de l'action internationale du ministère des Armées, en pleine cohérence avec l'action diplomatique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE). Elle s'est appuyée non seulement sur les 90 missions de défense bilatérales qui couvrent 167 pays mais aussi sur les représentations militaires et de défense auprès des organisations internationales, placées sous son autorité. Ses actions de pilotage et de coordination de l'action internationale procèdent notamment des moyens de l'EMA et de la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD). Elles se sont traduites par la validation de 118 plans de coopération en 2022.

En 2022, au titre des relations internationales, la DGRIS a financé :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du forum de la paix de Paris (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la septième édition du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)

INDICATEUR 1.1 : Taux d'avis émis dans les délais prescrits

INDICATEUR 1.2 : Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits

OBJECTIF 2 : Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense

INDICATEUR 2.1 : Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense

OBJECTIF 3 : Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles

INDICATEUR 3.1 : Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**1 – Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)****INDICATEUR****1.1 – Taux d'avis émis dans les délais prescrits**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Taux d'avis émis dans les délais prescrits	%	93,1	95,2	95	95,7	95

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur de la performance de la chaîne « habilitation » de la DRSD est élaboré sur une période annuelle.

L'indicateur, représentatif de la fonction « habilitation », agglomère des procédures d'habilitations très différentes dans leur fonction, leur volume et la charge de travail représentée (Contrôle élémentaire / Secret / Très secret). Les niveaux d'habilitation Contrôle élémentaire et Secret nécessitent un délai d'enquête d'une durée de deux mois ; ils représentent en volume la majeure partie des avis émis. Le niveau de classification Très secret nécessite une enquête plus approfondie d'une durée de trois mois.

Pour mesurer de manière plus précise la tendance, la DRSD tient compte des délais réglementaires effectifs.

Les procédures d'habilitation font l'objet de dispositions réglementaires précises et contraignantes qui prennent en compte, par exemple, les directives de l'OTAN dans ce domaine.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre d'avis de sécurité émis dans les délais prescrits dans la période considérée.

Dénominateur : nombre total d'avis émis dans cette même période.

INDICATEUR**1.2 – Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits	%	90,9	95,6	95	94,8	95

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Les inspections conduites par la DRSD permettent de s'assurer que les sites sensibles pour la défense sont maintenus au meilleur niveau de sécurité. Le catalogue de sites ainsi que les périodicités des inspections sont des données sensibles qui ne peuvent figurer directement dans un document à vocation publique.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre de sites et d'entreprises inspectés dans la période considérée figurant dans la programmation annuelle.

Dénominateur : nombre total de sites et de sociétés titulaires de marchés classés de défense à périodicité de contrôle échue dans la même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 1.1 Taux d'avis émis dans les délais prescrits**

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Objectifs et indicateurs de performance

En dépit d'une croissance pluriannuelle du nombre de demandes reçues, l'actualisation de l'instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale précisant les rôles et les exigences applicables aux informations et supports classifiés, l'optimisation des processus combinée au développement d'innovations technologiques ont permis à la DRSD d'atteindre un taux de 95,7 % d'avis émis dans les délais prescrits, dépassant quelque peu l'objectif.

Indicateur 1.2 : Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits

Les points d'importance vitale (PIV), les installations prioritaires de défense (IPD) et les installations nucléaires intéressant la dissuasion (INID) ont tous été inspectés dans le respect des programmations fixées par la direction de la protection des installations de défense (DPID) et la direction des applications militaires du commissariat à l'énergie atomique (CEA/DAM).

En revanche, quelques inspections prévues concernant des sites de moindre importance n'ont pas pu être réalisées en 2022, le plus souvent à la demande du site d'accueil et parfois en raison de sujets conjoncturels prioritaires. Malgré le défaut d'inspection, ils ont fait l'objet de visites de la part de la DRSD.

OBJECTIF

2 – Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense

INDICATEUR

2.1 – Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense	%	54,6	81,4	80	80,3	80

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur mesure le taux de progression des technologies nécessaires à la défense et dont la maturation est financée au moyen des études amont.

L'indicateur mesure la performance annuelle dans l'acquisition de ces technologies, sur la base d'un échantillonnage des différents domaines technologiques investigués (agrégats de science, recherche, technologie et innovation (S&T)). Les jalons des feuilles de route d'acquisition de ces technologies sont des étapes clés dans la progression technologique et sont exprimés en TRL (*Technology Readiness Level*) permettant de situer le niveau de maturité de la technologie sur une échelle allant de 1 à 7 ; le niveau 7 correspondant à une maturité suffisante pour une prise en compte éventuelle dans un programme d'armement.

Source des données : DGA / AID.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure chaque année la somme pondérée des augmentations de TRL démontrées par le franchissement de jalons effectivement atteints dans l'année, rapportée à la même quantité calculée sur les jalons prévus.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de progression des technologies (TRL) atteint 80,3 % en 2022, en cohérence avec l'objectif de 80 %. Ce taux correspond au franchissement effectif de 68 jalons sur les 77 prévus.

Sur ces 68 jalons, 64 ont été franchis avec le niveau de maturité technologique (TRL) et le périmètre technique prévus, 1 jalon avec un TRL supérieur à celui attendu, 3 jalons avec un TRL inférieur.

On peut citer à titre d'illustration :

- la réalisation d'un bloc capteur multicaméras fixes multispectral à champ de vue large et haute résolution pour drone ;
- l'évaluation en vol sur Rafale d'un nouveau cœur inertiel ;
- la qualification d'un logiciel de modélisation et modification des appendices sur trois navires de gammes différentes ;
- la réalisation et l'évaluation technico-opérationnelle d'un démonstrateur de protection active embarqué sur véhicule ;
 - de nouvelles approches anti-brouillage GPS multiéléments ;
 - une démonstration expérimentale de faisabilité d'un capteur optique de recalage de navigation ;
 - l'utilisation des techniques à base d'IA pour la détection/caractérisation de signaux ;
 - une démonstration du concept de modulation de poussée d'un propergol ;
 - une solution technique d'exploitations de données opérationnelles pour aider à la maintenance de tourelles ;
 - une démonstration d'une capacité de fusion de données pour la surveillance de l'espace aérien ;
 - des technologies de refroidissement de composants encapsulés ;
 - un procédé de synthèse de quartz de haute qualité ;
 - une méthode de prévisibilité des phénomènes océaniques impactant les opérations navales ;
 - un traitement d'images hyperspectrales.

Parmi les 9 jalons non validés :

- 7 ont fait l'objet de retards et d'un report sur 2023. Ces retards sont dus à des aléas techniques d'origine industrielle ou étatique inhérents aux activités d'études amont. Les travaux vont se poursuivre et devraient aboutir en 2023 ;
- 2 n'ont pas été franchis et nécessitent des essais complémentaires pour atteindre le niveau de maturité requis correspondant au TRL visé.

OBJECTIF

3 – Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles

INDICATEUR

3.1 – Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Délai moyen d'instruction "Défense" des demandes de licence	Nb jours	27	22	24	16	22

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Source des données : DGA/DI. Les données contribuant à la mesure de l'indicateur sont produites par le SI SIGALE.

Mode de calcul : cet indicateur mesure le délai écoulé entre la date à laquelle une demande de licence est déclarée « recevable » et la date d'achèvement de l'instruction de cette demande par le ministère des armées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'amélioration de la performance de traitement des demandes d'exportation de matériels de guerre s'est poursuivie en 2022 et traduit l'effet de la simplification de l'instruction des demandes dans un contexte d'augmentation globale des demandes (+8 %). Le rééquilibrage constaté depuis 2021 entre le nombre de nouvelles licences, les modificatifs et les prorogations se poursuit au profit de ces deux dernières ce qui induit une instruction simplifiée des demandes.

Présentation des crédits

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	240 367 033 283 526 688	424 711 854 199 800 767	235 000 250 800		665 313 887 483 578 255	665 673 887
03.31 – Renseignement extérieur	228 085 107 266 018 414	412 845 140 192 408 708	235 000 182 400		641 165 247 458 609 522	641 465 247
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 281 926 17 508 274	11 866 714 7 392 059	68 400		24 148 640 24 968 734	24 208 640
07 – Prospective de défense	1 421 793 734 1 292 577 496	4 183 279	11 603 903 110 832 999	6 416 707 6 416 707	1 439 814 344 1 414 010 481	1 440 814 344
07.01 – Analyse stratégique	9 233 336 6 558 999		370 000 385 500		9 603 336 6 944 499	9 603 336
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 562 620 22 268 806		328 000		22 562 620 22 596 806	22 562 620
07.03 – Etudes amont	1 109 940 500 979 601 316	4 183 279	3 084 000 101 774 649		1 113 024 500 1 085 559 243	1 114 024 500
07.04 – Gestion des moyens et subventions	280 057 278 284 148 376		8 149 903 8 344 850	6 416 707 6 416 707	294 623 888 298 909 933	294 623 888
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 710 258 4 078 792		36 596 008 33 363 470		41 306 266 37 442 262	41 306 266
Total des AE prévues en LFI	1 666 871 025	424 711 854	48 434 911	6 416 707	2 146 434 497	2 147 794 497
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+20 355 981 (hors titre 2)			+20 355 981	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+975 482 762 (hors titre 2)			+975 482 762	
Total des AE ouvertes		3 142 273 240 (hors titre 2)			3 142 273 240	
Total des AE consommées	1 580 182 976	203 984 046	144 447 269	6 416 707	1 935 030 998	

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	208 834 530 253 841 560	200 402 626 228 738 790	235 000 340 800		409 472 156 482 921 150	409 832 156
03.31 – Renseignement extérieur	196 512 604 236 299 450	177 303 273 210 201 403	235 000 272 400		374 050 877 446 773 253	374 350 877
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 321 926 17 542 111	23 099 353 18 537 387	68 400		35 421 279 36 147 897	35 481 279
07 – Prospective de défense	1 309 636 605 1 214 834 356	4 356 657	11 603 903 94 055 192	6 416 707 6 416 707	1 327 657 215 1 319 662 911	1 328 657 215
07.01 – Analyse stratégique	8 293 336		370 000		8 663 336	8 663 336

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022						
	7 102 587		440 500		7 543 087	
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 562 620 16 990 053		328 000		22 562 620 17 318 053	22 562 620
07.03 – Etudes amont	998 723 371 906 541 912	4 356 657	3 084 000 84 948 421		1 001 807 371 995 846 990	1 002 807 371
07.04 – Gestion des moyens et subventions	280 057 278 284 199 804		8 149 903 8 338 271	6 416 707 6 416 707	294 623 888 298 954 782	294 623 888
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 710 258 4 140 013		36 596 008 33 223 470		41 306 266 37 363 483	41 306 266
Total des CP prévus en LFI	1 523 181 393	200 402 626	48 434 911	6 416 707	1 778 435 637	1 779 795 637
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+20 355 981 (hors titre 2)			+20 355 981	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+42 155 927 (hors titre 2)			+42 155 927	
Total des CP ouverts		1 840 947 545 (hors titre 2)			1 840 947 545	
Total des CP consommés	1 472 815 930	233 095 447	127 619 462	6 416 707	1 839 947 545	

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	247 012 942 247 565 195	1 308 300 949 418 758 423	279 958 420 000		1 555 593 849	1 555 883 849 666 743 619
03.31 – Renseignement extérieur	232 309 633 231 481 659	1 303 035 949 341 009 349	279 958 360 000		1 535 625 540	1 535 855 540 572 851 008
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	14 703 309 16 083 536	5 265 000 77 749 074	60 000		19 968 309	20 028 309 93 892 611
07 – Prospective de défense	1 478 837 815 1 488 531 100	4 448 743	26 339 000 242 303 970	5 100 000 5 100 000	1 510 276 815	1 510 276 815 1 740 383 813
07.01 – Analyse stratégique	8 566 857 2 191 451		370 000 154 400		8 936 857	8 936 857 2 345 851
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 331 479 20 170 564		610 000		22 331 479	22 331 479 20 780 564
07.03 – Etudes amont	1 171 238 547 1 186 468 153	4 448 743	3 084 000 205 934 770		1 174 322 547	1 174 322 547 1 396 851 665
07.04 – Gestion des moyens et subventions	276 700 932 279 700 932		22 885 000 35 604 800	5 100 000 5 100 000	304 685 932	304 685 932 320 405 732
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 055 813 2 195 213		35 271 008 33 623 803		40 326 821	40 326 821 35 819 016
Total des AE prévues en LFI	1 730 906 570	1 308 300 949	61 889 966	5 100 000	3 106 197 485	3 106 487 485
Total des AE consommées	1 738 291 508	423 207 166	276 347 773	5 100 000		2 442 946 448

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	211 285 592 252 762 128	194 858 779 216 175 173	279 958 320 000		406 424 329	406 714 329 469 257 301
03.31 – Renseignement extérieur	197 709 551 236 666 480	189 993 779 206 406 711	279 958 260 000		387 983 288	388 213 288 443 333 190
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	13 576 041 16 095 649	4 865 000 9 768 462	60 000		18 441 041	18 501 041 25 924 111
07 – Prospective de défense	1 205 856 537 1 117 656 352	7 814 337	26 699 000 100 657 372	5 100 000 5 100 000	1 237 655 537	1 237 655 537 1 231 228 060
07.01 – Analyse stratégique	8 943 916 6 167 107		370 000 226 700		9 313 916	9 313 916 6 393 807
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 295 689 17 002 503		610 000		22 295 689	22 295 689 17 612 503
07.03 – Etudes amont	897 916 000 812 985 809	7 814 337	3 084 000 63 457 405		901 000 000	901 000 000 884 257 551
07.04 – Gestion des moyens et subventions	276 700 932 281 500 932		23 245 000 36 363 267	5 100 000 5 100 000	305 045 932	305 045 932 322 964 199
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 055 813 2 032 258		35 671 008 33 647 043		40 726 821	40 726 821 35 679 301
Total des CP prévus en LFI	1 422 197 942	194 858 779	62 649 966	5 100 000	1 684 806 687	1 685 096 687
Total des CP consommés	1 372 450 738	223 989 510	134 624 415	5 100 000		1 736 164 662

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2021	Ouvertes en 2022	Consommées* en 2022	Consommés* en 2021	Ouverts en 2022	Consommés* en 2022
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	1 738 291 508	1 666 871 025	1 580 182 976	1 372 450 738	1 523 181 393	1 472 815 930
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 458 590 576	1 386 813 747	1 295 983 172	1 090 949 806	1 243 124 115	1 188 616 126
Subventions pour charges de service public	279 700 932	280 057 278	284 199 804	281 500 932	280 057 278	284 199 804
Titre 5 – Dépenses d'investissement	423 207 166	424 711 854	203 984 046	223 989 510	200 402 626	233 095 447
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	412 007 464	405 569 300	191 621 960	209 922 058	184 754 482	216 588 154
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	11 199 703	19 142 554	12 362 086	14 067 451	15 648 144	16 507 293
Titre 6 – Dépenses d'intervention	276 347 773	48 434 911	144 447 269	134 624 415	48 434 911	127 619 462
Transferts aux entreprises	134 777 752	4 525 000	46 728 864	30 759 044	4 525 000	47 510 367
Transferts aux collectivités territoriales	0	0	326 147	0	0	97 844
Transferts aux autres collectivités	141 570 021	43 909 911	97 392 259	103 865 371	43 909 911	80 011 251
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	5 100 000	6 416 707	6 416 707	5 100 000	6 416 707	6 416 707
Dotations en fonds propres	5 100 000	6 416 707	6 416 707	5 100 000	6 416 707	6 416 707
Total hors FdC et AdP		2 146 434 497			1 778 435 637	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+995 838 743			+62 511 908	

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2021	Ouvertes en 2022	Consommées* en 2022	Consommés* en 2021	Ouverts en 2022	Consommés* en 2022
Total*	2 442 946 448	3 142 273 240	1 935 030 998	1 736 164 662	1 840 947 545	1 839 947 545

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2021	Prévues en LFI pour 2022	Ouvertes en 2022	Ouverts en 2021	Prévus en LFI pour 2022	Ouverts en 2022
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	1 399 481	1 360 000	20 355 981	1 399 481	1 360 000	20 355 981
Total	1 399 481	1 360 000	20 355 981	1 399 481	1 360 000	20 355 981

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/2022		136 008		136 008				
06/2022		84 192		84 192				
09/2022		154 238		154 238				
Total		374 438		374 438				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
04/2022		1 000 000		1 000 000				
06/2022		4 242 242		4 242 242				
08/2022		1 030 950		1 030 950				
09/2022		594 001		594 001				
11/2022		7 000 000		7 000 000				
12/2022		6 114 350		6 114 350				

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total		19 981 543		19 981 543				

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/01/2022		14 934 921						
Total		14 934 921						

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
17/02/2022		905 840 102		705				
Total		905 840 102		705				

DÉCRETS D'AVANCE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/04/2022						50 000 000		50 000 000
Total						50 000 000		50 000 000

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2022						12 410 410		24 962 927
27/06/2022		78 687 779		78 687 779				
24/11/2022		4 340 000		4 340 000				
02/12/2022		34 400		34 400				
Total		83 062 179		83 062 179		12 410 410		24 962 927

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2022		11 846 971		11 846 971				
05/12/2022						1 978 284		1 978 284
Total		11 846 971		11 846 971		1 978 284		1 978 284

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
16/08/2022		50 000 000		50 000 000				
01/12/2022						25 812 717		25 812 717
Total		50 000 000		50 000 000		25 812 717		25 812 717

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		1 086 040 154		165 265 836		90 201 411		102 753 928

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

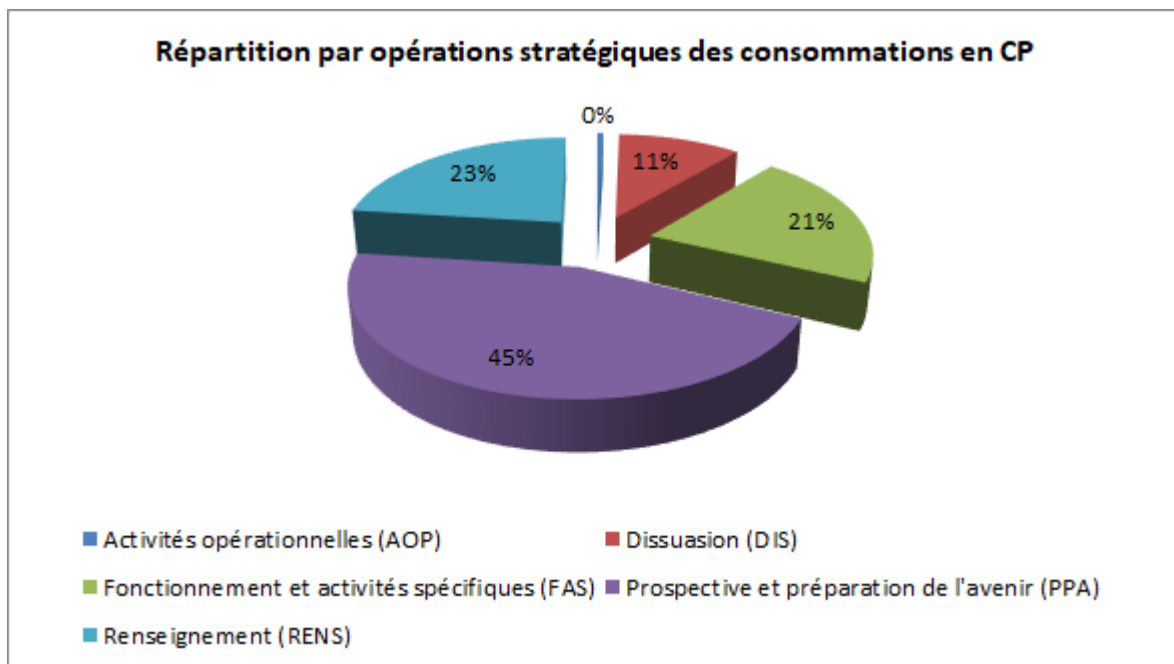
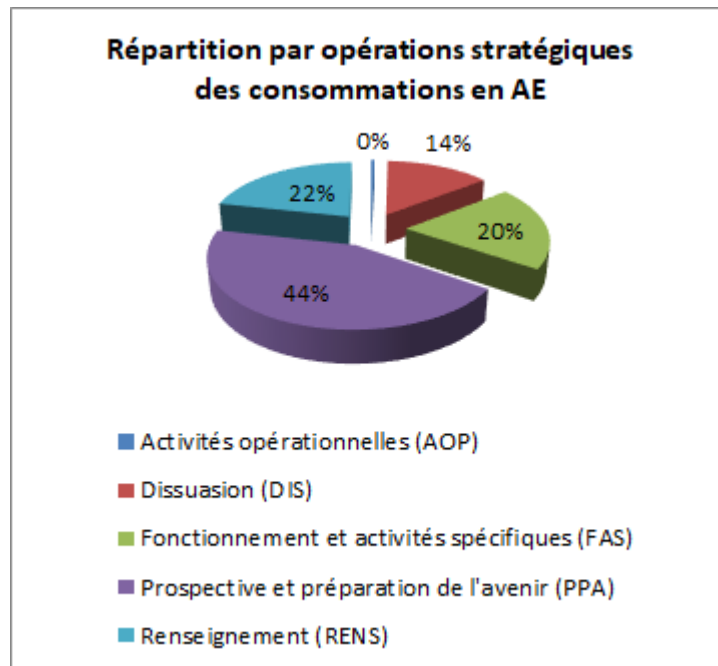
ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France		665 313 887 483 578 255	665 673 887 483 578 255		409 472 156 482 921 150	409 832 156 482 921 150
03.31 – Renseignement extérieur		641 165 247 458 609 522	641 465 247 458 609 522		374 050 877 446 773 253	374 350 877 446 773 253
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		24 148 640 24 968 734	24 208 640 24 968 734		35 421 279 36 147 897	35 481 279 36 147 897
07 – Prospective de défense		1 439 814 344 1 414 010 481	1 440 814 344 1 414 010 481		1 327 657 215 1 319 662 911	1 328 657 215 1 319 662 911
07.01 – Analyse stratégique		9 603 336 6 944 499	9 603 336 6 944 499		8 663 336 7 543 087	8 663 336 7 543 087
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 562 620 22 596 806	22 562 620 22 596 806		22 562 620 17 318 053	22 562 620 17 318 053
07.03 – Etudes amont		1 113 024 500 1 085 559 243	1 114 024 500 1 085 559 243		1 001 807 371 995 846 990	1 002 807 371 995 846 990
07.04 – Gestion des moyens et subventions		294 623 888 298 909 933	294 623 888 298 909 933		294 623 888 298 954 782	294 623 888 298 954 782
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		41 306 266 37 442 262	41 306 266 37 442 262		41 306 266 37 363 483	41 306 266 37 363 483
Total des crédits prévus en LFI *	0	2 146 434 497	2 146 434 497	0	1 778 435 637	1 778 435 637
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+995 838 743	+995 838 743		+62 511 908	+62 511 908
Total des crédits ouverts	0	3 142 273 240	3 142 273 240	0	1 840 947 545	1 840 947 545
Total des crédits consommés	0	1 935 030 998	1 935 030 998	0	1 839 947 545	1 839 947 545
Crédits ouverts - crédits consommés		+1 207 242 242	+1 207 242 242		+1 000 000	+1 000 000

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)

Niveau	Description	AE				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	13 992 948	0	0	9 499 432	-4 493 516
OS	Dissuasion (DIS)	208 500 000	0	0	273 816 570	65 316 570

OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	373 906 491	0	0	390 288 403	16 381 912
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	941 215 456	1 000 000	0	858 173 749	-84 041 707
OS	Renseignement (RENS)	608 819 602	360 000	1 188 640 959	401 715 034	981 176 391
Total		2 146 434 497	1 360 000	1 188 640 959	1 933 493 188	974 339 650

Niveau	Description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	13 992 948	0	9 403 790	-4 589 158
OS	Dissuasion (DIS)	205 000 000	0	195 838 915	-9 161 085
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	373 906 491	0	385 605 859	11 699 368
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	832 558 327	1 000 000	827 174 680	-6 383 647
OS	Renseignement (RENS)	352 977 871	360 000	423 427 079	70 089 208
Total		1 778 435 637	1 360 000	1 841 450 322	61 654 685

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Renseignement (RENS)	14,93	0,00	1 188,64	1 203,58	19,22
Total		14,93	0,00	1 188,64	1 203,58	19,22

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,26	13,99	13,99	0,25	0,00	0,01	14,25
		PLR	0,15	9,50	9,40	0,20	0,04	0,00	9,65
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	336,84	208,50	205,00	168,35	97,56	74,43	545,34
		PLR	350,48	273,82	195,84	209,95	108,45	110,06	624,30
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	30,20	373,91	373,91	25,25	4,93	0,01	404,10
		PLR	20,55	390,29	385,61	20,51	4,37	0,35	410,84
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1670,79	942,22	833,56	682,46	681,39	415,60	2613,01
		PLR	1568,30	858,17	827,17	767,08	499,20	333,02	2426,47
OS	Renseignement (RENS)	PLF	490,57	1185,04	354,74	343,25	253,13	724,49	1675,61
		PLR	503,63	420,94	423,43	299,68	177,17	24,29	924,57
Écarts (PLR-PLF)			-85,55	-770,93	60,25	77,86	-247,78	-746,82	-856,48

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	2 146 434 497	2 146 434 497	0	1 778 435 637	1 778 435 637
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	0	2 146 434 497	2 146 434 497	0	1 778 435 637	1 778 435 637

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVESReport de crédits

En AE, les reports de crédits s'élèvent à 920,8 M€, dont 14,9 M€ par arrêté du 25 janvier 2022 (reports sur TF) et 905,8 M€ par arrêté du 17 février 2022. En CP, 705 € ont été reportés via l'arrêté de reports du 17 février 2022.

Décret d'avance

Le décret d'avance n° 2022-512 du 7 avril 2022 a annulé 50 M€ en AE et en CP afin de contribuer au financement du plan de résilience économique et sociale déployé suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans le cadre de la loi de finances rectificative du 16 août 2022, la situation économique a conduit à faire le choix de reconstituer les marges en gestion afin de faire face à d'éventuels aléas d'ici la fin de l'année

Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à 70,7 M€ en AE et 58,1 M€ en CP et concerne principalement :

- quatre transferts pour un montant total de 81,5 M€ en AE/CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires ;
- trois transferts pour un montant total de 9,5 M€ en AE et 10 M€ en CP vers le programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » pour l'organisation du Forum de Paris sur la paix, le financement des dépenses de fonctionnement pour les personnels affectés dans les enceintes diplomatiques et la participation du Ministère au fonctionnement de la CNEMA ;
- un transfert de 10,4 M€ en CP vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » pour la contribution du Ministère au programme Nano 2022 ;
- un transfert de 2,2 M€ en AE/CP vers le programme 134 « Développement des entreprises et régulations » pour le financement des dépenses de fonctionnement du Commissariat aux communications électroniques de défense (CCED).

Décrets de virement

Le solde des virements s'élève à 9,9 M€ en AE/CP et recouvre principalement les mouvements suivants :

- 11,1 M€ en AE/CP en provenance du programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour le financement d'un besoin opérationnel prioritaire ;
- 1,4 M€ en AE/CP vers le programme 146 « Équipement des forces » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires.

Loi de finances rectificative

La loi de finances rectificative n° 2022-1157 du 16 août 2022 a ouvert 50 M€ en AE/CP sur le programme.

La loi de finances rectificative n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 a annulé 25,8 M€ en AE/CP sur le programme.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les rattachements de fonds de concours (20 M€ en AE/CP) et d'attributions de produits (0,4 M€ en AE/CP) proviennent respectivement :

- pour les premiers, de contributions diverses au financement des actions et projets internationaux menés par les services relevant du P144 (20 M€ en AE/CP) ;
- pour les seconds, de :
 - produits de cessions de biens mobiliers (0,3 M€ en AE/CP) ;
 - produits des redevances d'études, concessions de licences et cessions de droits de propriété industrielle consenties par la Défense (0,08 M€ en AE/CP).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	0	78 906 170	78 906 170	0	64 186 215	64 186 215
Surgels	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000
Dégels	0	0	0	0	0	0
Annulations / réserve en cours de gestion	0	-50 000 000	-50 000 000	0	-50 000 000	-50 000 000
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	0	78 906 170	78 906 170	0	64 186 215	64 186 215

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

Dépenses pluriannuelles**CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)****Génération 2015 - 2020**

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2022		Consommation 2022		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
07 - Prospective de défense	21 120 000						7 240 000
Total	21 120 000						7 240 000

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2022	CP 2022
AE ouvertes en 2022 * (E1) 3 142 273 240	CP ouverts en 2022 * (P1) 1 840 947 545
AE engagées en 2022 (E2) 1 935 030 998	CP consommés en 2022 (P2) 1 839 947 545
AE affectées non engagées au 31/12/2022 (E3) 1 184 351 628	dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 1 108 698 210
AE non affectées non engagées au 31/12/2022 (E4 = E1 - E2 - E3) 22 890 614	dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 731 249 335

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut (R1) 2 608 850 990				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021 (R2) -622 786				
Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net (R3 = R1 + R2) 2 608 228 204	–	CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 1 108 698 210	=	Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R4 = R3 - P3) 1 499 529 994
AE engagées en 2022 (E2) 1 935 030 998	–	CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 731 249 335	=	Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R5 = E2 - P4) 1 203 781 663
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R6 = R4 + R5) 2 703 311 657
				Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022 (P5) 1 297 425 983
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022 (P6 = R6 - P5) 1 405 885 674

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

Justification par action

ACTION

03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France		665 673 887	665 673 887		409 832 156	409 832 156
		483 578 255	483 578 255		482 921 150	482 921 150
03.31 – Renseignement extérieur		641 465 247	641 465 247		374 350 877	374 350 877
		458 609 522	458 609 522		446 773 253	446 773 253
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		24 208 640	24 208 640		35 481 279	35 481 279
		24 968 734	24 968 734		36 147 897	36 147 897

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	240 367 033	283 526 688	208 834 530	253 841 560
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	240 367 033	283 526 688	208 834 530	253 841 560
03.31 – Renseignement extérieur	228 085 107	266 018 414	196 512 604	236 299 450
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 281 926	17 508 274	12 321 926	17 542 111
Titre 5 : Dépenses d'investissement	425 071 854	199 800 767	200 762 626	228 738 790
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	405 929 300	187 448 761	185 114 482	212 528 222
03.31 – Renseignement extérieur	400 800 346	184 157 047	168 752 889	197 831 937
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	5 128 954	3 291 715	16 361 593	14 696 286
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	19 142 554	12 352 006	15 648 144	16 210 568
03.31 – Renseignement extérieur	12 344 794	8 251 661	8 850 384	12 369 467
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	6 797 760	4 100 345	6 797 760	3 841 101
Titre 6 : Dépenses d'intervention	235 000	250 800	235 000	340 800
Transferts aux autres collectivités	235 000	250 800	235 000	340 800
03.31 – Renseignement extérieur	235 000	182 400	235 000	272 400
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		68 400		68 400
Total	665 673 887	483 578 255	409 832 156	482 921 150

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

SOUS-ACTION**03.31 – Renseignement extérieur****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

La DGSE a notamment œuvré en 2022 à la montée en puissance de la cyberdéfense et le financement des grands programmes interministériels. Ses projets immobiliers se sont poursuivis.

La ressource ouverte en LFI 2022 qui s'élevait à 641,2 M€ en AE et 374,1 M€ en CP, a évolué suite aux mouvements suivants :

- le report de crédits sur tranches fonctionnelles, 14,9 M€ et hors tranches fonctionnelles, 888,8 M€ en AE ;
- le solde des mouvements réglementaires, +79,5 M€ en AE et +77,3 M€ en CP ;
- l'attribution de fonds de concours et attributions de produits, 19,3 M€ en AE/CP ;
- les mouvements internes au programme, +11,1 M€ en AE et 22,9 M€ en CP ;
- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificative, 9,3 M€ en AE.

Le montant total de la ressource après mouvements s'élève à 1 645,5 M€ en AE et 447,8 M€ CP, dont 1 184,4 M€ à reporter sur l'exercice 2023 au titre des AEANE et 1 M€ en AE/CP non consommé en raison du rattachement tardif d'un fonds de concours.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)****1. DESCRIPTION**

L'OS « Activités opérationnelles » AOP porte les crédits d'alimentation ainsi que les frais de déplacement et de transport des agents du service.

Les dépenses d'alimentation intègrent aussi bien les frais liés à l'alimentation courante que les dépenses liées aux postes de permanence déconcentrés.

2. ASPECTS FINANCIERS**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Alimentation	225 756	0	212 787	-12 969	225 756	0	213 081	-12 675
OB	Déplacements et transports	11 698 219	0	7 664 510	-4 033 709	11 698 219	0	7 603 560	-4 094 659
	Total	11 923 975	0	7 877 298	-4 046 677	11 923 975	0	7 816 641	-4 107 334

L'OS AOP présente une sous-consommation de 34 % par rapport à la LFI en AE et en CP, soit respectivement 4 M€ et 4,1 M€.

La consommation de l'OB « Déplacements et transports » porte habituellement des dépenses exécutées par le programme 178 « préparation et emploi des forces », couvert par un décret de virement sortant de l'ordre de 4 à 5 M€ suivant les années. En 2022, un changement de procédure est intervenu dans le calcul des remboursements. Par conséquent, le décret de virement n'a porté que sur la régularisation de l'année 2021 (0,3 M€), justifiant ainsi l'écart de consommation au regard de la LFI. Les crédits rendus disponibles ont ainsi été redéployés sur l'OS FAS.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)

1. DESCRIPTION

L'OS « Fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) supporte les dépenses de fonctionnement courant comprenant le soutien des personnels (frais de formation, d'habillement, de documentation, d'équipement informatique, etc.) et des structures (frais d'entretien courant et de chauffage des emprises, télécommunications non opérationnelles, etc.). Cette enveloppe couvre également les dépenses spécifiques liées aux frais de changement de résidence des agents de la DGSE.

2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Fonctionnement courant	14 012 740	0	24 924 216	10 911 476	14 012 740	0	20 357 162	6 344 422
OB	Mobilité des personnels	2 617 728	0	2 497 522	-120 206	2 617 728	0	2 497 522	-120 206
OB	Soutien courant des structures	19 995 545	0	21 844 599	1 849 054	19 995 545	0	22 673 972	2 678 427
OB	Soutien des ressources humaines	4 697 056	0	5 981 608	1 284 552	4 697 056	0	5 020 884	323 828
	Total	41 323 069	0	55 247 945	13 924 876	41 323 069	0	50 549 541	9 226 472

L'exécution des crédits de l'OS FAS présente un écart par rapport à la programmation LFI de +13,9 M€ en AE (soit +34 %) et de +9,2 M€ en CP (soit +22 %). Cet écart résulte de la hausse de la ressource ayant permis notamment de financer :

- les dépenses liées à la croissance des effectifs du service (fonctionnement courant et soutien des ressources humaines) ;
- l'augmentation des dépenses d'énergie (soutien courant des structures).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

1. DESCRIPTION

L'OS « Renseignement » se compose des investissements concourant aux activités opérationnelles de la DGSE positionnées sur les OB « Appui au renseignement » et « Renseignement ». Elle constitue son cœur de métier et l'essentiel de ses budgets exécutés, soit plus de 86 % en AE/CP. Il est à signaler que le solde des mouvements réalisés par décrets de virement et de transfert (abondements ministériels et interministériels) pour financer ces

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

investissements représente près de 20 % du montant total exécuté hors TF sur ce périmètre budgétaire dédié aux activités du renseignement.

2. ASPECTS FINANCIERS**TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Appui au renseignement	356 353 082	300 000	1 188 640 959	124 089 853	956 077 730	163 034 144	300 000	161 088 686	-2 245 458
OB	Renseignement	231 565 121	0	0	255 180 772	23 615 651	157 769 689	0	228 839 012	71 069 323
	Total	587 918 203	300 000	1 188 640 959	379 270 624	979 693 380	320 803 833	300 000	389 927 697	68 823 864

L'enveloppe de crédits allouée aux OB « Appui au renseignement » et « Renseignement » reflète la programmation des investissements et des équipements de la DGSE.

Ces crédits ont couvert :

- l'acquisition de matériels opérationnels consacrés au traitement et à l'exploitation du renseignement, couvrant l'ensemble des modes de recueil du renseignement (origine humaine, électromagnétique, informatique et image) ;
- le soutien, le support et la logistique des opérations ;
- la sécurisation et l'acquisition des infrastructures de réseaux ;
- les dépenses d'infrastructure permettant la modernisation et l'adaptation des locaux accueillant les agents ainsi que les matériels techniques de recueil et de traitement de l'information. Ces dépenses concernent également la construction de nouvelles installations, la poursuite des opérations immobilières d'envergure, nécessaires pour accompagner la croissance des effectifs du service.

Les écarts entre les prévisions LFI et les exécutions sur les OB « Renseignement » et « Appui au renseignement » s'expliquent par les mouvements ayant fait évoluer la ressource ouverte en LFI.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES 2022 (EN M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OB	Appui au renseignement	14,93	0,00	1188,64	1203,58	19,22
OB	Renseignement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	14,93	0,00	1188,64	1203,58	19,22

Le service a procédé aux affectations sur TF des AE suivantes :

- 1 103,8 M€ au titre du projet de nouveau siège du service ;
- 76,4 M€ au titre de deux projets d'infrastructure sur différents sites franciliens.

À titre indicatif, le tableau ci-dessous récapitule les fonds de concours et les attributions de produits perçus :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
--------	----	---------------	--------------	---------------------------------

OS	Renseignement	300 000	19 341 701	19 041 701
	Total	300 000	19 341 701	19 041 701

SOUS-ACTION

03.32 – Renseignement de sécurité de défense

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La direction du renseignement et de la sécurité de la Défense (DRSD) doit faire face à l'évolution des menaces qui, depuis plusieurs années, se sont accrues et diversifiées. Ce besoin de protection de la sphère Défense conduit la DRSD à monter en puissance rapidement pour se transformer et se moderniser en un service de renseignement de temps de crise durable. Cette transformation s'appuie sur des investissements significatifs, notamment dans le domaine de l'infrastructure, des systèmes d'information et des équipements.

Ainsi, la gestion 2022 a vu le début des travaux de gros œuvre sur le nouveau siège de la direction centrale au Fort de Vanves. Ce bâtiment permettra à la DRSD de faire face à l'augmentation de ses effectifs et d'offrir des fonctionnalités qui manquaient jusqu'alors.

Par ailleurs, la DRSD a poursuivi le développement de sa nouvelle base de souveraineté à partir d'une solution logicielle purement nationale. Pour fluidifier le processus d'habilitation, des outils permettant d'accélérer les enquêtes de sécurité ont été mis en place.

L'année a également été marquée par le lancement du projet du CERT-[ED], centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense. Enfin, la DRSD a poursuivi sa montée en puissance à travers son plan d'équipements en moyens techniques.

En complément de la LFI (24,2 M€ en AE et 35,4 M€ en CP), les ressources ont été modifiées à la suite :

- des décrets de virement et de transfert : -0,2 M€ en AE et -0,3 M€ en CP ;
- des rattachements d'attributions de produits : +0,01 M€ en AE/CP ;
- de mouvements internes au programme : +1 M€ en AE et +0,9 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 25 M€ en AE et 36,1 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

1. DESCRIPTION

L'OS AOP comprend les crédits de fonctionnement liés aux déplacements des personnels de la DRSD par voie aérienne ainsi qu'une partie des missions en métropole (billets de train).

2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE	CP
--------	-------------	----	----

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	588 159	0	0	-588 159	588 159	0	0	-588 159
	Total	588 159	0	0	-588 159	588 159	0	0	-588 159

Commentaires

L'écart entre la programmation et l'exécution des dépenses de déplacement (-0,6 M€ en AE/CP) s'explique exclusivement par les modalités financières de couverture du besoin. Les dépenses de déplacement par voie aérienne et voie ferrée font l'objet d'une imputation sur le programme 178 « Préparation et emploi des forces », compensé par un mouvement de ressources en gestion.

Le décret de virement s'est élevé à 0,2 M€ en AE/CP. La différence entre le virement et la ressource s'explique par l'évolution des modalités de remboursement des dépenses liées aux déplacements de la DRSD avancées par le P178. Le mouvement effectué correspond uniquement au reliquat des dépenses 2021 et ne prend plus en compte les dépenses déjà exécutées sur la première partie de l'année 2022.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)**1. DESCRIPTION**

L'OS FAS supporte les dépenses de fonctionnement courant directement liées à l'activité spécifique de la DRSD. Elle rassemble notamment les crédits de formation, les crédits de communication et relations publiques, ainsi que les dépenses de fonctionnement du site de la direction centrale.

2. ASPECTS FINANCIERS**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	502 574	0	586 608	84 034	450 745	0	590 922	140 177
OB	Fonctionnement courant	621 238	0	587 491	-33 747	651 533	0	588 908	-62 625
OB	Soutien courant des structures	404 270	0	496 040	91 770	491 816	0	590 609	98 793
OB	Soutien des matériels communs	154 000	0	0	-154 000	224 817	0	0	-224 817
OB	Soutien des ressources humaines	977 000	0	855 733	-121 267	840 171	0	817 233	-22 938
	Total	2 659 082	0	2 525 872	-133 210	2 659 082	0	2 587 672	-71 410

Commentaires

L'OS FAS présente une sous-consommation de 0,1 M€ en AE (soit -5 %) et de 0,1 M€ en CP (soit -3 %) par rapport à la programmation initiale.

L'augmentation de l'OB « Communication et relations publiques » de 0,1 M€ en AE (+17 %) et de 0,1 M€ en CP (+31 %) est liée à l'organisation de cérémonies non prévues.

L'OB « Fonctionnement courant » a connu une sous-consommation minime de 0,03 M€ (-5 %) en AE et de 0,1 M€ en CP (-10 %), liée à un recours moindre à la location de véhicules, tant sur le territoire national qu'en OPEX.

La surconsommation de l'OB « Soutien courant des structures » de 0,1 M€ en AE (+23 %) et 0,1 M€ en CP (+20 %) s'explique par une augmentation des efforts sur des travaux de sécurisation, notamment en raison d'engagements de fin 2021 décalés vers début 2022.

Une évolution des dépenses imputées sur l'OB « Soutien des matériels communs » a conduit à un transfert du besoin vers l'OS « Renseignement ».

La sous-consommation de l'OB « Soutien des ressources humaines » de 0,1 M€ en AE (-12 %) et de 0,02 M€ en CP (-3 %) est liée à des moindres coûts sur une convention de mise à disposition de personnels et sur une formation interne.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

1. DESCRIPTION

La devise de la DRSD est « renseigner pour protéger ». Cette devise traduit le caractère dual de sa mission : rechercher et analyser le renseignement pour garantir la protection de la sphère Défense. L'OS « Renseignement » finance les investissements et les dépenses opérationnelles de la DRSD.

2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Enquêtes - Contrôles - Sécurisation	3 545 410	0	0	3 919 369	373 959	3 558 180	0	4 076 639	518 459
OB	Matériels transport	435 370	60 000	0	647 390	152 020	455 370	60 000	409 732	-105 638
OB	Matériels divers	224 092	0	0	126 758	-97 334	244 092	0	141 599	-102 493
OB	Matériels techniques	6 220 947	0	0	5 177 437	-1 043 510	18 806 632	0	16 264 059	-2 542 573
OB	Systèmes d'information et de communication	10 475 580	0	0	12 573 455	2 097 875	9 109 764	0	12 607 352	3 497 588
	Total	20 901 399	60 000	0	22 444 410	1 483 011	32 174 038	60 000	33 499 381	1 265 343

Commentaires

Par rapport à la LFI, l'OS « Renseignement » présente une surconsommation de 1,5 M€ en AE (+7 %) et 1,3 M€ en CP (+4 %).

La surconsommation sur l'OB « Enquêtes – contrôles – sécurisation » s'élève à 0,4 M€ en AE (+11 %) et à 0,5 M€ en CP (+15 %). Elle est liée d'une part à une augmentation des dépenses de télécommunication sur les équipements radio et les systèmes de télécommunication en OPEX, et d'autre part, aux dépenses de carburant supérieures à la prévision en raison de l'augmentation des prix.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

L'OB « Matériels de transport » englobe l'acquisition et l'entretien des véhicules. La consommation est supérieure de 0,2 M€ en AE (+35 %) et inférieure de 0,1 M€ en CP (-23 %) par rapport à la prévision. Cet écart en AE s'explique par la décision de procéder à des renouvellements sur une partie du parc en toute fin de gestion 2022 ainsi qu'à la prise en compte de surcoûts sur la maintenance. En CP, la sous-consommation est liée au caractère tardif des engagements ainsi qu'aux importants délais de livraison.

La sous-consommation sur l'OB « Matériels divers » de 0,1 M€ en AE (-43 %) et de 0,1 M€ en CP (-42 %) s'explique par de moindres besoins en armoires fortes et en batteries ainsi que des économies sur des dépenses de maintenance.

La sous-consommation sur l'OB « Matériels techniques » est de 1 M€ en AE (-17 %) et 2,5 M€ en CP (-14 %). Elle s'explique principalement par de moindres dépenses sur les travaux de construction du nouveau bâtiment de la direction centrale au Fort de Vanves. Cette sous-consommation est liée à la non-réalisation de certains risques prévus dans le besoin initial. En CP, l'écart est aussi lié au décalage de certains travaux de 2022 vers 2023, sans impact sur la date de livraison finale prévue.

L'OB « Systèmes d'information et de communication » présente une surconsommation par rapport à la LFI de 2,1 M€ en AE (+20 %) et de 3,5 M€ en CP (+38 %). Cette surconsommation est principalement liée à trois facteurs : le financement en cours de gestion du projet CERT-[ED] (centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense), le remplacement anticipé de serveurs arrivés en fin de vie et l'accélération des évolutions fonctionnelles sur le système d'information SOPHIA. La différence en CP est liée à l'accélération du calendrier de paiements de la nouvelle base de souveraineté de la DRSD.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	60 000	14 280	-45 720
	Total	60 000	14 280	-45 720

L'écart entre les prévisions et les recettes perçues est lié à des ventes de véhicules moins importantes que prévu.

SYNTHÈSE ACTION 03

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	12 512 134	0	0	7 877 298	-4 634 836	12 512 134	0	7 816 641	-4 695 493
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	43 982 151	0	0	57 773 816	13 791 665	43 982 151	0	53 137 213	9 155 062
OS	Renseignement (RENS)	608 819 602	360 000	1 188 640 959	401 715 034	981 176 391	352 977 871	360 000	423 427 079	70 089 208
	Total	665 313 887	360 000	1 188 640 959	467 366 148	990 333 220	409 472 156	360 000	484 380 932	74 548 776

ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,26	12,51	12,51	0,24	0,00	0,01	12,77
		PLR	0,10	7,88	7,82	0,16	0,00	0,00	7,98
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	29,94	43,98	43,98	24,99	4,93	0,01	73,92
		PLR	20,16	57,77	53,14	20,08	4,36	0,35	77,93
OS	Renseignement (RENS)	PLF	490,57	1185,04	354,74	343,25	253,13	724,49	1675,61
		PLR	503,63	420,94	423,43	299,68	177,17	24,29	924,57
Écarts (PLR-PLF)			-3,12	754,94	-73,15	48,57	76,54	699,87	751,82

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Renseignement (RENS)	14,93	0,00	1188,64	1203,58	19,22
Total		14,93	0,00	1188,64	1203,58	19,22

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	360 000	19 355 981	18 995 981
Total		360 000	19 355 981	18 995 981

ACTION

07 – Prospective de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>						
07 – Prospective de défense		1 440 814 344	1 440 814 344		1 328 657 215	1 328 657 215
		1 414 010 481	1 414 010 481		1 319 662 911	1 319 662 911
07.01 – Analyse stratégique		9 603 336	9 603 336		8 663 336	8 663 336
		6 944 499	6 944 499		7 543 087	7 543 087
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 562 620	22 562 620		22 562 620	22 562 620
		22 596 806	22 596 806		17 318 053	17 318 053
07.03 – Etudes amont		1 114 024 500	1 114 024 500		1 002 807 371	1 002 807 371
		1 085 559 243	1 085 559 243		995 846 990	995 846 990
07.04 – Gestion des moyens et subventions		294 623 888	294 623 888		294 623 888	294 623 888
		298 909 933	298 909 933		298 954 782	298 954 782

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1 422 793 734	1 292 577 496	1 310 636 605	1 214 834 356
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 142 736 456	1 008 377 692	1 030 579 327	930 634 552
07.01 – Analyse stratégique	9 233 336	6 558 999	8 293 336	7 102 587
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 562 620	22 268 806	22 562 620	16 990 053
07.03 – Etudes amont	1 110 940 500	979 601 316	999 723 371	906 541 912
07.04 – Gestion des moyens et subventions		-51 428		
Subventions pour charges de service public	280 057 278	284 199 804	280 057 278	284 199 804
07.04 – Gestion des moyens et subventions	280 057 278	284 199 804	280 057 278	284 199 804
Titre 5 : Dépenses d'investissement		4 183 279		4 356 657
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		4 173 199		4 059 932
07.03 – Etudes amont		4 173 199		4 059 932
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		10 080		296 725
07.03 – Etudes amont		10 080		296 725
Titre 6 : Dépenses d'intervention	11 603 903	110 832 999	11 603 903	94 055 192
Transferts aux entreprises	3 025 000	46 728 864	3 025 000	47 510 367
07.02 – Prospective des systèmes de forces		328 000		328 000
07.03 – Etudes amont		46 400 864		47 182 367
07.04 – Gestion des moyens et subventions	3 025 000		3 025 000	
Transferts aux collectivités territoriales		326 147		97 844
07.03 – Etudes amont		326 147		97 844
Transferts aux autres collectivités	8 578 903	63 777 988	8 578 903	46 446 981
07.01 – Analyse stratégique	370 000	385 500	370 000	440 500
07.03 – Etudes amont	3 084 000	55 047 638	3 084 000	37 668 210
07.04 – Gestion des moyens et subventions	5 124 903	8 344 850	5 124 903	8 338 271
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	6 416 707	6 416 707	6 416 707	6 416 707
Dotations en fonds propres	6 416 707	6 416 707	6 416 707	6 416 707
07.04 – Gestion des moyens et subventions	6 416 707	6 416 707	6 416 707	6 416 707
Total	1 440 814 344	1 414 010 481	1 328 657 215	1 319 662 911

SOUS-ACTION

07.01 – Analyse stratégique

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Dans la continuité de son action entreprise depuis 2015, la direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) a apporté, en 2022, un soutien actif à la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense. Elle poursuit le double objectif de régénération du vivier de la recherche stratégique et d'émergence d'une filière universitaire sur les questions de sécurité et de défense.

La programmation des études externalisées a connu un important renouvellement des contrats pluriannuels, en particulier les contrats-cadres « Cyber » et « Russie ». Par ailleurs, s'est tenue la deuxième édition de La Fabrique Défense, labellisée PFUE (présidence française de l'Union européenne) en janvier 2022. Cet événement a réuni près

de 250 partenaires de l'écosystème défense (*Think Tanks*, universités, partenaires institutionnels, associations, entreprises civiles et de la défense...). Il a clôturé la séquence lancée en juin 2021, réunissant près de 35 000 personnes à l'occasion d'une centaine d'événements labellisés, en France et en Europe.

En complément de la LFI (9,6 M€ en AE et 8,7 M€ en CP) les ressources ont été modifiées à la suite de :

- décrets de virement : 1,4 M€ en AE/CP ;
- mouvements internes au programme : -1,1 M€ en AE et -1 M€ en CP ;
- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificatives : -1,4 M€ en AE et -1,5 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 8,5 M€ en AE et 7,5 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

1. DESCRIPTION

Les besoins de la sous-action 07-01 « analyse stratégique » sont couverts par les crédits de l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » au travers des trois opérations budgétaires (OB) :

- Études prospectives et stratégiques (EPS) ;
- Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat ;
- Recherche stratégique.

2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPS	9 233 336	0	6 627 686	-2 605 650	8 033 336	0	7 013 773	-1 019 563
OB	Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat	0	0	904	904	260 000	0	90 120	-169 880
OB	Recherche stratégique	370 000	0	385 500	15 500	370 000	0	440 500	70 500
	Total	9 603 336	0	7 014 090	-2 589 246	8 663 336	0	7 544 394	-1 118 942

OB « EPS »

Pour l'année 2022, 6 contrats-cadres, 11 observatoires, 6 études de prospective stratégique et 32 consultances ont été notifiés.

Par rapport à la LFI, l'OB « EPS » présente un écart de -2,6 M€ en AE et -1 M€ en CP. Cette variation s'explique pour partie par l'annulation des crédits en loi de finances rectificative et par le report en 2023 de plusieurs projets d'études.

OB « Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat »

La DGRIS pilote et met en œuvre le programme « Personnalités d'avenir défense » (PAD). Ce programme a pour ambition de sensibiliser de futures élites étrangères aux positions françaises en matière de sécurité et de défense et de contribuer ainsi à la constitution et à l'entretien d'un réseau d'influence sur le long terme.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

Après 18 mois de suspension imposée par la pandémie de la COVID-19, la reprise a d'abord été très progressive de mars jusqu'à septembre 2022 en raison des restrictions sanitaires pesant sur la logistique du programme, notamment chez certains partenaires, puis du contexte international.

OB « Recherche stratégique »

Au titre de l'aide à la publication, vingt-trois organismes ont été bénéficiaires de subventions s'échelonnant de 4 000 € à 30 000 € en 2022 et pour un montant total de 0,37 M€. La subvention de soutien au laboratoire de recherche de défense de 0,07 M€ a été versée à l'Institut français des relations internationales.

SOUS-ACTION

07.02 – Prospective des systèmes de forces

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les études opérationnelles et technico-opérationnelles (EOTO) éclairent, dans les domaines opérationnels et techniques, les réflexions capacitaires en matière d'équipement et d'emploi.

Les principales mesures de l'année 2022 s'inscrivent dans le cadre du programme annuel prévisionnel (PETO), soumis à la validation du comité des études à caractère opérationnel et technico-opérationnel (CETO) présidé par un représentant du chef d'état-major des armées en fin d'année N-1. Les principales études ont porté sur les six systèmes de force que sont la dissuasion, le commandement et la maîtrise de l'information, l'engagement de combat, la projection mobilité et soutien, la protection sauvegarde et les études transverses.

Par rapport à la LFI 2022, la ressource consacrée aux EOTO a évolué sous l'effet de :

- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificative : -0,9 M€ en CP ;
- de mouvements internes au programme : +0,5 M€ en AE et -4,3 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 23,1 M€ en AE et 17,3 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION****1. DESCRIPTION**

Les crédits portés par l'opération stratégique « Dissuasion » permettent de financer des études opérationnelles et technico-opérationnelles au profit des deux composantes de la dissuasion.

2. ASPECTS FINANCIERS**TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	3 500 000	0	4 589 021	1 089 021	3 500 000	0	3 972 442	472 442
	Total	3 500 000	0	4 589 021	1 089 021	3 500 000	0	3 972 442	472 442

Commentaires

Les priorités entre l'OS « Dissuasion » et l'OS « Prospective et préparation de l'avenir » ont été revues en cours d'année à la faveur des projets de la dissuasion, ce qui explique les évolutions en AE et CP entre les montants LFI et l'exécution.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

1. DESCRIPTION

Les crédits portés par l'opération stratégique PPA pour la sous-action n° 2 permettent de financer les EOTO conduites au profit de l'engagement conventionnel et de son environnement.

2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Commandement et maîtrise de l'information	4 700 000	0	4 359 897	-340 103	4 320 000	0	2 431 630	-1 888 370
OB	Engagement-combat	8 000 000	0	8 862 020	862 020	7 350 000	0	5 919 297	-1 430 703
OB	Études transverses	3 900 000	0	2 713 312	-1 186 688	4 790 000	0	2 261 994	-2 528 006
OB	Projection mobilité soutien	900 000	0	950 867	50 867	1 217 000	0	756 114	-460 886
OB	Protection et sauvegarde	1 562 620	0	1 230 895	-331 725	1 385 620	0	1 976 576	590 956
	Total	19 062 620	0	18 116 991	-945 629	19 062 620	0	13 345 610	-5 717 010

En AE, les principales évolutions entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- pour l'OB « Commandement et maîtrise de l'information » (-0,3 M€), par le retard de la notification du contrat-cadre « SMANE » (Soutien à la Maîtrise de l'Architecture des forces Numérisées et de l'Espace) ;
- pour l'OB « Engagement-combat » (+0,9 M€), par le rattachement des études liées à la menace aux études capacitaires « TITAN » impliquant un nivellement depuis l'activité « études transverses » ;
- pour l'OB « Études transverses » (-1,2 M€), par le nivellement vers l'activité « Engagement-combat » et par le report en 2023 de travaux sur la menace capteurs ;
- pour l'OB « Protection et sauvegarde » (-0,3 M€), par le report en 2023 de l'étude « CIDsA 2035+ » liée à la capacité d'interception défense surface-air des menaces haut de spectre.

En CP, les écarts entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent par :

- un volume important (7 M€) d'engagements réalisés sur la période novembre/décembre 2022 ;
- un retard industriel important sur certaines études ;
- l'impact des retards de facturation des industriels pour l'ensemble des activités hormis « Protection et sauvegarde » ;
- un nivellement de 0,5 M€ de l'OS « PPA » au profit de l'OS « Dissuasion ».

SOUS-ACTION

07.03 – Etudes amont

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En complément de la LFI (1 113 M€ en AE et 1 001,8 M€ en CP), les crédits dédiés aux études amont ont connu des variations sous l'effet conjugué de mouvements réglementaires, des fonds de concours et de la loi de finances rectificative. La ressource disponible a évolué suite aux différents mouvements décrits ci-dessous :

- le report d'AE 2021 de 17 M€ ;
- un fond de concours d'un total de 1 M€ en AE/CP ;
- le solde des mouvements réglementaires de +0,1 M€ en AE et de – 10,3 M€ en CP ;
- des mouvements internes au programme 144 de -10,6 M€ en AE et de +28,4 M€ en CP ;
- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificative de -17,3 M€ en AE et -25,8 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

1. DESCRIPTION

Les études amont relevant de cette opération stratégique répondent aux priorités identifiées hors « dissuasion ».

Ce sont des recherches et études appliquées rattachées à la satisfaction d'un besoin militaire prévisible et contribuant à constituer, maîtriser, entretenir ou à développer la base industrielle et technologique de défense, ainsi que l'expertise technique de l'État nécessaires à la réalisation des opérations d'armement.

Un triple objectif est poursuivi :

- disposer des technologies nécessaires au développement et à l'évolution des systèmes pour lesquels une autonomie nationale totale ou partielle est requise ;
- disposer des compétences industrielles et étatiques permettant de réaliser les programmes futurs, dans un cadre national ou en coopération ;
- susciter et accompagner l'innovation dans les domaines intéressant la défense, au travers de dispositifs de recherche coordonnés avec l'agence nationale pour la recherche (ANR), ou en favorisant la compétitivité et l'accès au marché de la défense aux PME/PMI et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI).

2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Aéronautique et missiles	242 200 888	0	190 619 206	-51 581 682	258 108 341	0	339 733 725	81 625 384
OB	Information et renseignement (hors espace)	158 986 473	0	135 025 851	-23 960 622	103 224 895	0	120 504 050	17 279 155
OB	Espace	99 361 140	0	82 043 570	-17 317 570	85 087 682	0	60 038 269	-25 049 413
OB	Technologies transverses	145 320 533	1 000 000	154 886 088	8 565 555	106 090 088	1 000 000	84 597 507	-22 492 581

OB	Naval	54 495 200	0	59 285 523	4 790 323	42 059 662	0	24 919 668	-17 139 994
OB	Terrestre, NRBC et Sante	72 660 266	0	79 685 557	7 025 291	70 736 703	0	59 265 498	-11 471 205
OB	Recherche et captation innovation	135 000 000	0	129 062 772	-5 937 228	135 000 000	0	114 943 388	-20 056 612
Total		908 024 500	1 000 000	830 608 567	-78 415 933	800 307 371	1 000 000	804 002 105	2 694 734

Les écarts constatés sur les niveaux d'engagement résultent de l'annulation partielle de la réserve de précaution et de l'anticipation en 2021 ou du report en 2023 du lancement de certaines études :

- OB « Aéronautique et missiles », la sous-consommation en AE (-51,6 M€) et la surconsommation en CP (+81,6 M€) résultent de l'anticipation en 2021 du lancement de certains travaux dont la phase de levée de risques du futur missile antinavire/futur missile de croisière (FMAN/FMC) en coopération franco-britannique et la seconde phase d'études relatives à l'hypervélocité ;
- OB « Information et renseignement (hors espace) », la sous-consommation en AE (-24 M€) et la surconsommation en CP (+17,3 M€) sur sont la conséquence de l'anticipation en 2021 de certaines études ;
- OB « Espace », la sous-consommation en AE (-17,3 M€) et en CP (-25,1 M€) résulte du retard de certaines études ;
- OB « Technologies transverses », le transfert de crédits au titre du plan « Nano 2022 » explique notamment l'exécution constatée ;
- OB « Naval » et OB « Terrestre, NRBC et Santé », la sous-consommation en CP résulte du décalage en 2023 de plusieurs engagements notamment des études en coopération ;
- OB « Recherche et captation de l'innovation », la sous-consommation (-20,1 M€ en CP) résulte notamment de moindres paiements sur le fonds DEFINVEST.

OB - « Aéronautique et missiles »

Dans le domaine du combat aérien, l'année 2022 a été marquée par la clôture de la phase 1A des travaux du système de combat aérien du futur (SCAF).

Les études contribuant à la préparation des évolutions du Rafale se sont poursuivies et de nouveaux travaux d'études sur les capteurs ont été lancés.

Dans le domaine des hélicoptères de combat et des avions de transport, l'année 2022 a été marquée par le démarrage des essais en vol aux fins d'évaluation du système d'aide au pilotage. Par ailleurs, des résultats très prometteurs ont été obtenus sur les capacités d'autoprotection.

Des travaux d'études et de simulation en coopération avec l'Italie et l'Espagne concernant l'automatisation de certaines fonctions des plateformes ont été initiés.

Dans le domaine des missiles, les travaux d'études du programme futur missile antinavire/futur missile de croisière (FMAN/FMC) en coopération avec le Royaume-Uni se poursuivent nominalement.

Dans le domaine de l'hypervélocité, les études sur le démonstrateur se poursuivent et la campagne d'essais est à venir prochainement.

OB - « Information et renseignement (hors espace) »

Dans le domaine de la protection et la surveillance, les études sur la modernisation des capacités de défense sol-air ont été lancées. De bons résultats ont été obtenus sur le développement d'outils d'alerte avancée ainsi que sur les capacités de détection.

Dans les domaines des systèmes d'informations et du renseignement, les résultats des travaux de maturation technologique sur l'interopérabilité des transmissions vidéos en vol (hélicoptère), les capacités d'imagerie hyperspectrale et le traitement automatique du langage ont permis le passage de jalons déterminants.

Des études ont été lancées sur la préparation du segment sol SATCOM et sur la résilience des réseaux de télécommunications. Les travaux sur les liaisons de données discrètes et la radio logicielle du futur se poursuivent.

En matière de cybergdéfense, les études sur la lutte informatique défensive se poursuivent et ont permis quelques avancées notables.

OB - « Espace »

Dans le domaine spatial, de bons résultats ont été obtenus dans la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique. Les études portant sur le futur satellite de communication militaire se sont poursuivies et ont donné des résultats prometteurs.

Les travaux sur un démonstrateur satellite hyperspectral et sur la composante spatiale d'alerte avancée ont été lancés.

OB - « Naval »

Dans le domaine naval, l'année 2022 a été l'occasion de valider une étude logicielle de modélisation de carène ainsi qu'une méthode nouvelle de détermination du bilan électrique de navires.

Les études en coopération avec le Japon concernant la détection de mines enfouies se poursuivent, une campagne d'essais en mer est prévue en 2023.

La coopération avec Singapour sur l'insertion des drones de surface dans le trafic maritime s'est poursuivie : une démonstration a été réalisée permettant d'identifier les briques technologiques sur lesquelles lancer les complémentaires.

Les études sur le futur avion de patrouille maritime ont été lancées en national, les discussions avec le partenaire allemand n'ayant pas permis de lancer des études communes.

OB - « Terrestre, NRBC et Santé »

Dans le domaine terrestre, la suite des études d'architecture du futur système de combat terrestre franco-allemand MGCS n'a pu être lancée ; des études nationales y concourant ont pu malgré tout être poursuivies, notamment sur un démonstrateur de tourelle.

Les résultats obtenus sur des études de traitement intelligent d'informations multi-capteurs permettent d'envisager une amélioration des capacités de détection à distance d'engins explosifs improvisés. D'autres résultats très encourageants ont été réalisés à la fois dans le domaine de la protection active embarquée et lors des évaluations du démonstrateur de camouflage adaptatif.

Les résultats technologiques lancés dans le cadre d'une étude européenne d'un missile de combat doté d'une capacité de tir au-delà de la vue directe ont permis d'atteindre les objectifs fixés, la démonstration finale a pu être réalisée.

Dans le domaine de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), les études sur les futurs incréments des systèmes de défense NRBC se sont poursuivies.

Les études sur la santé du militaire permettent quant à elles le maintien de la compétence nationale pour le traitement des urgences vitales en opérations extérieures et l'amélioration de la résilience individuelle et collective des forces.

OB - « Technologies transverses »

Les travaux se poursuivent, notamment dans le cadre du soutien au maintien en condition opérationnelle : des jalons technologiques majeurs ont été franchis concernant la fabrication additive pour la maintenance aéronautique. Des travaux ont été lancés pour développer de nouveaux concepts de maintenance prévisionnelle.

En complément des projets en cours, de nouveaux projets sur le quantique, les composants et les matériaux ont débutés en 2022 avec pour objectifs d'apporter des évolutions majeures sur les futurs radars, capteurs, systèmes de visualisations.

Les travaux de montée en maturité concernant les armes non cinétiques se sont poursuivis au cours de l'année 2022. Concernant la technologie laser de puissance, des travaux d'études et de réalisation ont été lancés avec comme perspective un démonstrateur sur porteur terrestre.

L'année 2022 a vu la poursuite des investissements du Fonds Innovation Défense, fonds d'investissement dont l'objectif est de prendre des participations dans des entreprises innovantes en phase de croissance, start-ups, PME et ETI développant des technologies duales et transverses intéressant le monde de la défense. 35 M€ ont été versés sur le fonds qui a pu réaliser des investissements dans les entreprises Outsight (solutions logicielles 3D LIDAR) et Dust Mobile (cyberdéfense).

OB - « Recherche et captation de l'innovation »

Conformément au document d'orientation de référence de l'innovation de défense publié par le ministère en septembre 2021, le soutien à l'innovation ouverte et la conduite de projets d'accélération de l'innovation ont été développés, avec notamment la mise en cohérence des dispositifs de soutien à l'innovation et l'exploration de nouvelles approches en termes d'acquisition.

Des appels à projets ont ainsi été lancés sur différentes thématiques, dont les munitions téléopérées, la guerre cognitive et l'énergie en opérations.

Les travaux de la « Red Team » se sont poursuivis en 2022, afin d'élaborer des scénarios d'adversité et de menaces au-delà de l'horizon programmatique du ministère des Armées (2030-2060), et ainsi orienter les efforts d'innovation du ministère en imaginant des solutions permettant de s'en prémunir et de garantir la supériorité opérationnelle des armées.

Le soutien à l'innovation interne au ministère des Armées et la prise de participation au capital de PME stratégiques via le fonds Definvest ont été maintenus en 2022. Au total, 10 M€ ont été versés sur ce fonds. Le fonds a investi dans les entreprises HPM (usineur), MASA (Simulation), Reflex CES (ingénierie des systèmes électroniques embarqués complexes), U-SPACE (solutions clé en main pour opérateurs de constellations satellitaires), OBSAM (expert de la gestion de l'obsolescence), Greenwaves Tech (processeurs à très faible consommation) et Agenium (intelligence artificielle embarquée).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

1. DESCRIPTION

Les études amont de l'opération stratégique « Dissuasion » concernent la préparation des programmes d'équipement du domaine « Dissuasion », à l'exception des recherches portant sur les armes et matières nucléaires (dont le programme simulation) et les chaufferies nucléaires.

2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	205 000 000	0	269 227 549	64 227 549	201 500 000	0	191 866 472	-9 633 528
	Total	205 000 000	0	269 227 549	64 227 549	201 500 000	0	191 866 472	-9 633 528

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

La consommation d'autorisations d'engagement, supérieure au montant programmé, résulte d'un avancement en 2022 du lancement de certains travaux, notamment le marché HYPERION, pour la préparation des incréments futurs du missile M51. Les écarts constatés sur l'utilisation des CP résultent de la réception tardive des résultats de certaines études, dont le règlement est reporté en 2023.

Les principales études menées en 2022 ont porté sur :

- la poursuite des études visant à assurer la pérennité de l'invulnérabilité des sousmarins nucléaires lanceurs d'engins et à porter à maturité les technologies pour les évolutions du missile M51 ;
- la préparation du renouvellement de la composante aéroportée et des évolutions de ses moyens de communication.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 000 000	1 000 000	0
Total		1 000 000	1 000 000	0

SOUS-ACTION**07.04 – Gestion des moyens et subventions****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Par rapport à la LFI (294,6 M€ en AE/CP), la ressource a été modifiée en cours de gestion suite à :

- un transfert entrant en provenance du programme 231 pour couvrir partiellement l'indemnité inflation des élèves boursiers pour certaines écoles d'ingénieurs qui font partie des opérateurs du programme (0,03 M€ en AE/CP) ;
- des mouvements internes au programme de 5 M€ en AE/CP ;

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 299,7 M€ en AE/CP.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)**1. DESCRIPTION**

La part de la sous-action n° 4 supportée par l'opération stratégique FAS concerne les subventions versées à l'ONERA, aux écoles sous tutelle de la DGA (École polytechnique, ISAé, ENSTA Paris, institut polytechnique de Paris et ENSTA Bretagne) et à l'institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL).

2. ASPECTS FINANCIERS**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagement s hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions

		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Subventions et transferts	291 598 888	0	296 681 511	5 082 623	291 598 888	0	296 681 511	5 082 623
	Total	291 598 888	0	296 681 511	5 082 623	291 598 888	0	296 681 511	5 082 623

Commentaires

Cette OB présente une surconsommation de 5 M€ en AE et en CP. Cet écart se justifie principalement par :

- la mise en application des aides aux élèves boursiers ;
- la mise en application de l'évolution du point d'indice décidée par le gouvernement à l'été.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

1. DESCRIPTION

La part de la sous-action n° 4 supportée par l'opération stratégique PPA concerne les subventions versées à des organismes d'études, fondations, confédérations amicales de corps d'officiers de l'armement ou au titre du soutien aux PME-PMI.

2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Divers	3 025 000	0	2 424 800	-600 200	3 025 000	0	2 273 271	-751 729
	Total	3 025 000	0	2 424 800	-600 200	3 025 000	0	2 273 271	-751 729

Commentaires

La consommation d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement est inférieure au montant programmé. Ceci est dû au report de certaines conventions de subventions vers les organismes d'études.

SYNTHÈSE ACTION 07

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	208 500 000	0	0	273 816 570	65 316 570	205 000 000	0	195 838 915	-9 161 085
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	291 598 888	0	0	296 681 511	5 082 623	291 598 888	0	296 681 511	5 082 623

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

	(FAS)									
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	939 715 456	1 000 000	0	858 164 448	-82 551 008	831 058 327	1 000 000	827 165 379	-4 892 948
Total		1 439 814 344	1 000 000	0	1 428 662 530	-12 151 814	1 327 657 215	1 000 000	1 319 685 805	-8 971 410

ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	336,84	208,50	205,00	168,35	97,56	74,43	545,34
		PLR	350,48	273,82	195,84	209,95	108,45	110,06	624,30
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,00	291,60	291,60	0,00	0,00	0,00	291,60
		PLR	0,00	296,68	296,68	0,00	0,00	0,00	296,68
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1670,39	940,72	832,06	682,06	681,39	415,60	2611,11
		PLR	1567,59	858,16	827,17	766,46	499,18	332,96	2425,75
Écarts (PLR-PLF)			89,15	12,15	8,97	-125,99	171,32	47,01	101,31

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 000 000	1 000 000	0
Total		1 000 000	1 000 000	0

ACTION

08 – Relations internationales et diplomatie de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>						
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		41 306 266 37 442 262	41 306 266 37 442 262		41 306 266 37 363 483	41 306 266 37 363 483

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 710 258	4 078 792	4 710 258	4 140 013

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 710 258	4 078 792	4 710 258	4 140 013
Titre 6 : Dépenses d'intervention	36 596 008	33 363 470	36 596 008	33 223 470
Transferts aux entreprises	1 500 000		1 500 000	
Transferts aux autres collectivités	35 096 008	33 363 470	35 096 008	33 223 470
Total	41 306 266	37 442 262	41 306 266	37 363 483

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'action « Relations internationales et diplomatie de défense » relève directement de la DGRIS au titre de ses responsabilités en matière de coordination de l'action internationale du ministère des Armées et de définition de sa stratégie d'influence internationale.

Les crédits de cette action ont notamment permis de financer :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) en application des dispositions du chapitre 3 de la Décision (PESC) 2015/1835 du Conseil de l'Union européenne du 12 octobre 2015 ;
- la réalisation de formations au titre du fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du forum de la paix de Paris (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la septième édition du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

En complément de la LFI (41,3 M€ en AE/CP), la ressource a été modifiée à la suite de :

- mouvements réglementaires : -0,3 M€ en AE/CP ;
- mouvements internes au programme : -3 M€ en AE et -3,2 M€ en CP ;
- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificative : -0,6 M€ en AE et -0,5 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource à 37,4 M€ en AE/CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS AOP couvrent principalement les dépenses de déplacements du personnel de la DGRIS lors des missions de représentation, d'études et de coordination à l'étranger ainsi que celles effectuées par les attachés d'armement.

2. ASPECTS FINANCIERS

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	1 480 814	0	1 622 135	141 321	1 480 814	0	1 587 149	106 335
	Total	1 480 814	0	1 622 135	141 321	1 480 814	0	1 587 149	106 335

L'OB « Déplacements et transports » présente une surconsommation de 0,1 M€ en AE/CP liée à la reprise des déplacements et missions.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)**1. DESCRIPTION**

Les crédits de l'OS FAS comprennent notamment :

- la contribution forfaitaire versée à la République de Djibouti ;
- la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED ;
- la participation au forum de Dakar qui rassemble annuellement des chefs d'État et de gouvernement africains ainsi que des experts, des représentants d'organisations internationales et de la société civile. Le forum porte sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- la contribution au fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes ;
- les dépenses pour les missions de défense (MdD) qui comprennent les gratifications des stagiaires de l'enseignement supérieur ;
- les frais de mutation du personnel relevant de la direction générale de l'armement (DGA) affecté dans les missions de défense près des ambassades et plus généralement en poste permanent à l'étranger.

2. ASPECTS FINANCIERS**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	436 800	0	47 917	-388 883	436 800	0	47 917	-388 883
OB	Relations internationales	30 645 023	0	29 100 455	-1 544 568	30 645 023	0	29 098 023	-1 547 000
OB	Communication et relations publiques	397 621	0	233 843	-163 778	397 621	0	190 334	-207 287
OB	Subventions et transferts	6 846 008	0	6 450 861	-395 147	6 846 008	0	6 450 861	-395 147
	Total	38 325 452	0	35 833 075	-2 492 377	38 325 452	0	35 787 136	-2 538 316

La consommation sur l'OS FAS est inférieure à la programmation initiale (-2,5 M€ en AE et en CP). Cette sous-consommation résulte principalement de la contribution forfaitaire versée à la République de Djibouti (26,2 M€) moins élevée que l'estimation et l'ajustement de la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

1. DESCRIPTION

Les crédits de cette opération stratégique financent la contribution aux actions de coopération bilatérales et multilatérales du partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG7), qui participe au contrôle des transferts de biens et technologies sensibles et de la maîtrise des armements.

2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accords internationaux	1 500 000	0	9 301	-1 490 699	1 500 000	0	9 301	-1 490 699
	Total	1 500 000	0	9 301	-1 490 699	1 500 000	0	9 301	-1 490 699

En 2022, les ressources allouées ont permis de financer :

- les actions françaises inscrites dans le cadre du PMG7 ;
- la participation du ministère des Armées (35 k€) au financement du fonctionnement de la Commission nationale pour l'élimination de mines antipersonnel (CNEMA).

La sous-consommation sur l'OB (-1,4 M€ en AE/CP) est liée d'une part à l'annulation de crédits en loi de finances rectificative et d'autre part au retard pris suite à la crise sanitaire (limitation des déplacements, contraintes logistiques) dans la mise en œuvre et le renouvellement des études et projets menés dans le cadre du PMG7.

SYNTHÈSE ACTION 08

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	1 480 814	0	0	1 622 135	141 321	1 480 814	0	1 587 149	106 335
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	38 325 452	0	0	35 833 075	-2 492 377	38 325 452	0	35 787 136	-2 538 316
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 500 000	0	0	9 301	-1 490 699	1 500 000	0	9 301	-1 490 699
	Total	41 306 266	0	0	37 464 510	-3 841 756	41 306 266	0	37 383 585	-3 922 681

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

6

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS (M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,00	1,48	1,48	0,00	0,00	0,00	1,48
		PLR	0,05	1,62	1,59	0,04	0,04	0,00	1,67
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,26	38,33	38,33	0,26	0,00	0,00	38,58
		PLR	0,39	35,83	35,79	0,42	0,01	0,00	36,23
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	0,40	1,50	1,50	0,40	0,00	0,00	1,90
		PLR	0,71	0,01	0,01	0,63	0,02	0,06	0,72
Écarts (PLR-PLF)			-0,49	3,84	3,92	-0,44	-0,07	-0,06	3,35

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
INI - Institution nationale des Invalides (P169)	234 981					167 844
Transferts	234 981					167 844
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144)	18 888 173	16 519 519	15 920 000	15 920 000	19 292 726	18 480 435
Subventions pour charges de service public	14 925 666	14 925 666	15 520 000	15 520 000	15 694 852	15 694 852
Dotations en fonds propres	300 000	300 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Transferts	3 662 507	1 293 853			3 197 874	2 385 583
ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées (P144)	18 242 291	18 842 587	18 630 000	18 630 000	18 938 368	18 956 225
Subventions pour charges de service public	17 449 935	17 449 935	18 230 000	18 230 000	18 418 368	18 418 368
Dotations en fonds propres	500 000	500 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Transferts	292 356	892 652			120 000	137 857
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)	45 322 620	45 741 113	39 966 707	39 966 707	47 911 166	43 390 552
Subventions pour charges de service public	38 483 531	38 483 531	38 350 000	38 350 000	38 735 238	38 735 238
Dotations en fonds propres	4 300 000	4 300 000	1 616 707	1 616 707	1 616 707	1 616 707
Transferts	2 539 089	2 957 582			7 559 221	3 038 607
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales (P144)	112 287 264	113 298 937	108 934 374	108 934 374	114 998 738	113 815 134
Subventions pour charges de service public	110 000 000	110 000 000	108 934 374	108 934 374	111 458 738	111 458 738
Transferts	2 287 264	3 298 937			3 540 000	2 356 396
X - Ecole polytechnique (P144)	105 017 689	103 222 570	99 821 104	99 821 104	110 293 931	104 631 233
Subventions pour charges de service public	95 640 000	97 440 000	95 821 104	95 821 104	96 656 327	96 656 327
Dotations en fonds propres			4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Transferts	9 377 689	5 782 570			9 637 604	3 974 906
IPP - Institut Polytechnique de Paris (P144)	3 201 800	3 201 800	3 201 800	3 201 800	3 236 281	3 236 281
Subventions pour charges de service public	3 201 800	3 201 800	3 201 800	3 201 800	3 236 281	3 236 281
Ecole de l'air et de l'espace (P178)	663 693	44 250			293 270	97 339
Transferts	663 693	44 250			293 270	97 339
Ecole navale (P178)	356 404				387 039	71 281
Transferts	356 404				387 039	71 281
IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)						17 700
Transferts						17 700
ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181)	59 000	14 750			60 000	32 450
Transferts	59 000	14 750			60 000	32 450
ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217)	92 457	32 450				37 568
Transferts	92 457	32 450				37 568
Universités et assimilés (P150)	13 106 006	2 004 972			4 746 362	4 093 096
Transferts	13 106 006	2 004 972			4 746 362	4 093 096
Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)	5 578 974	651 331			1 439 384	1 085 037
Transferts	5 578 974	651 331			1 439 384	1 085 037
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)	1 037 656	14 750			518 162	140 917
Transferts	1 037 656	14 750			518 162	140 917

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
ANR - Agence nationale de la recherche (P172)	12 510 135	8 565 065			16 222 029	9 825 913
Transferts	12 510 135	8 565 065			16 222 029	9 825 913
Communautés d'universités et d'établissements (P150)	59 000	70 800			60 000	
Transferts	59 000	70 800			60 000	
BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172)	14 787	2 381				12 405
Transferts	14 787	2 381				12 405
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)	9 099 455	7 418 440			9 049 823	8 859 092
Transferts	9 099 455	7 418 440			9 049 823	8 859 092
CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)	6 714 797	1 588 668			2 647 539	1 649 529
Transferts	6 714 797	1 588 668			2 647 539	1 649 529
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)						
Transferts						
INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172)					180 000	
Transferts					180 000	
CNES - Centre national d'études spatiales (P193)	413 000	91 450			478 000	238 950
Transferts	413 000	91 450			478 000	238 950
INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique (P172)	1 727 423	924 142			1 362 830	1 092 571
Transferts	1 727 423	924 142			1 362 830	1 092 571
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190)					59 000	14 750
Transferts					59 000	14 750
Groupe Mines Télécom (P192)	1 596 248	75 726			337 675	279 467
Transferts	1 596 248	75 726			337 675	279 467
INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172)	538 223	129 800			247 961	250 101
Transferts	538 223	129 800			247 961	250 101
Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142)					152 326	
Transferts					152 326	
ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile (P613)		50 150				19 808
Transferts		50 150				19 808
Total	356 762 078	322 505 651	286 473 985	286 473 985	352 912 612	330 495 676
Total des subventions pour charges de service public	279 700 932	281 500 932	280 057 278	280 057 278	284 199 804	284 199 804
Total des dotations en fonds propres	5 100 000	5 100 000	6 416 707	6 416 707	6 416 707	6 416 707
Total des transferts	71 961 146	35 904 719			62 296 101	39 879 165

Les subventions financées par le P144 et attendues par les opérateurs ont été obtenues dans leur intégralité, la levée partielle de la réserve du programme ayant été priorisée vers les opérateurs.

L'écart entre la loi de finances initiale et le réalisé s'explique par une redotation au titre de l'évolution du point d'indice répartis sur l'ensemble des opérateurs et le versement de l'aide exceptionnelle de solidarité aux étudiants boursiers non bénéficiaires d'une aide personnalisée au logement au profit des opérateurs concernés (ENSTA Bretagne, ENSTA Paris, ISAE et IP Paris).

Au-delà des opérateurs dont le programme est chef de file, des financements ont été accordés à d'autres opérateurs de l'État dans le cadre du soutien à l'innovation assuré par des crédits dédiés aux études amonts (sous action 07-03). Par exemple, ont été financés dans le cadre de partenariats de recherches des projets labellisés :

- des projets de recherches à caractère duale (RAPID) ;

- des cofinancements de thèses.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	0	179	72	0	1	0
	0	183	69	0	1	0
	0	182	74	0	0	0
ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées	1	168	44	0	0	0
	1	177	50	0	0	0
	1	168	46	0	0	0
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	2	412	168	0	0	0
	2	412	208	0	12	0
	1	411	185	0	0	0
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	1 776	182	0	33	0
	0	1 775	139	0	0	0
	0	1 769	228	0	35	0
X - Ecole polytechnique	0	2 640	407	0	11	0
	0	2 680	452	9	0	0
	1	2 637	431	10	0	0
IPP - Institut Polytechnique de Paris	0	16	4	0	0	0
	0	22	18	0	0	0
	0	22	11	0	0	0
Total	3	5 191	877	0	45	0
	3	5 249	936	9	13	0
	3	5 189	975	10	35	0

* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

La consommation des ETPT pour les opérateurs du programme 144 s'établit à 98,9 % en 2022, contre 99,6 % en 2021. L'écart à la prévision s'explique principalement par la sous consommation de l'école polytechnique liés aux élèves polytechniciens en césures et aux vacances de postes associées au fort taux de rotation constaté depuis la crise sanitaire.

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond 2022 *	5 249	5 189

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2022 en ETP	39	-31

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Justification au premier euro

L'évolution à la baisse du schéma d'emplois des établissements du programme 144 est principalement imputable à l'École polytechnique (-29) qui connaît des vacances de postes en 2022 liés aux difficultés suivant la crise sanitaire et une baisse des ETP associés aux élèves polytechniciens en césure ou rentrés dans les corps.

FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	26 433	26 000	34 171
ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées	0	26 000	0
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	657 878	60 000	604 495
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	0	0
X - Ecole polytechnique	70 720	0	81 686
IPP - Institut Polytechnique de Paris	0	0	18 522
Total	755 031	112 000	738 874

Opérateurs

OPÉRATEUR

ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1^{er} janvier 2022, l'ENSTA Bretagne dispense à ses élèves un enseignement supérieur ayant pour objet la formation d'ingénieurs des études et techniques d'armement et d'ingénieurs civils français et étrangers, dans les domaines naval, mécanique, électronique et les domaines connexes.

Elle dispense également, à des personnes titulaires de certains diplômes, des enseignements de spécialisation ainsi que des enseignements de perfectionnement et de mise à jour des connaissances.

Pour l'année scolaire 2022-2023, l'ENSTA Bretagne accueille 978 élèves (858 élèves et 120 doctorants). L'effectif total est stable depuis trois ans.

L'ENSTA Bretagne conduit des travaux de recherche scientifique et technique dans des installations et laboratoires qui lui sont propres ou qui relèvent d'organismes avec lesquels elle a conclu des accords de coopération. Cette activité est en croissance continue.

Les principaux objectifs et indicateurs de l'opérateur ENSTA Bretagne sont définis par le contrat d'objectifs et de performance (COP) pluriannuel 2022-2026, signé le 11 avril 2022.

Le COP 2022-2026 fixe cinq orientations visant à renforcer le positionnement de l'école, au service de l'ensemble de ses parties prenantes, partenaires, étudiants :

- Mettre en œuvre une formation et une recherche originales et de haut niveau
- Renforcer le rôle de l'école dans le développement des technologies duales et de défense, de l'ingénierie maritime et de la sécurité numérique
- Améliorer la qualité de l'expérience étudiante et l'attractivité de l'école et de son campus
- Consolider les alliances académiques nationales et développer de nouvelles alliances à l'international
- S'engager en faveur du développement durable et assumer pleinement sa responsabilité sociétale.

Si la première année d'exercice du COP est conforme aux principaux objectifs, un point d'attention financier est apparu avec l'augmentation générale des prix et plus particulièrement des prix de l'énergie. L'ENSTA Bretagne a mis en place un plan général d'économies qui a porté ses fruits en 2022 mais qui devra être renforcé en 2023.

2022 est aussi pour l'établissement l'année de démarrage effectif du nouveau plan État-Région et plus particulièrement de sa partie immobilière (plan de rénovation énergétique, rénovation de la résidence des élèves et construction d'un bâtiment d'essais pour la robotique) pour laquelle toutes les conventions ont été signées avec les collectivités et des avances perçues.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					6	6
Transferts					6	6
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	18 888	16 520	15 920	15 920	19 293	18 480
Subventions pour charges de service public	14 926	14 926	15 520	15 520	15 695	15 695
Dotations en fonds propres	300	300	400	400	400	400
Transferts	3 663	1 294			3 198	2 386
P146 – Équipement des forces	48	48			27	27
Transferts	48	48			27	27
P150 – Formations supérieures et recherche universitaire	14	14			7	7
Subventions pour charges de service public	14	14			7	7
P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables		54				
Transferts		54				
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle						
Transferts						
P363 – Compétitivité	90	40				
Transferts	90	40				
Total	19 040	16 675	15 920	15 920	19 333	18 521

Les ressources obtenues sont conformes aux prévisions suite à la levée de la réserve en fin d'année 2022.

Des crédits supplémentaires sur le P144 ont été versés au titre de la revalorisation du point d'indice (155 k€) et de l'aide exceptionnelle de solidarité attribuée aux étudiants boursiers non bénéficiaires d'une aide personnalisée au logement (20 k€).

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	16 827	16 958	Subventions de l'État	15 284	15 695
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 800	1 886	– subventions pour charges de service public	15 284	15 695
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 001	8 504	Fiscalité affectée	26	34
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	4 621	5 392
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	2 742	2 522	Revenus d'activité et autres produits	6 348	6 097
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	2 742	2 522	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	100	118
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	1 250	1 229
Total des charges	25 828	25 462	Total des produits	26 280	27 218
Résultat : bénéfice	452	1 756	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	26 280	27 218	Total : équilibre du CR	26 280	27 218

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 843	2 930
Investissements	1 895	2 116	Financement de l'actif par l'État	384	400
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	263	326
			Autres ressources		44
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	1 895	2 116	Total des ressources	2 490	3 700
Augmentation du fonds de roulement	595	1 584	Diminution du fonds de roulement		

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat est positif. Il est très au-dessus des prévisions et s'explique par le montant des recettes encaissées notamment la levée de la réserve et le soutien du ministère pour couvrir partiellement les effets inflationnistes mais aussi par des dépenses moindres (non remboursement d'un trimestre de rémunérations des militaires faute de demande de paiement, économies réalisées dans les domaines de l'énergie et des transports, retards de livraisons).

Ce bénéfice permet de dégager une capacité d'autofinancement de 2 930 k€ et ouvre la possibilité pour l'établissement de financer une partie des travaux prévus sur le campus.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
10 320	9 293	12 885

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	16 864	16 864	16 968	16 968
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	6 562	6 562	6 437	6 000
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	3 485	1 895	2 880	2 116
Dont enveloppe recherche	0	0	11 392	10 996
- Personnel enveloppe recherche	0	0	8 145	8 145
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	2 421	2 237
- Investissement enveloppe recherche	0	0	826	614
Total des dépenses AE (A) CP (B)	26 912	25 322	26 285	25 084
dont contributions employeur au CAS pensions	1 890	1 890	1 886	1 886

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	24 814	25 700
Subvention pour charges de service public	15 284	15 695
Autres financements de l'État	2 752	3 728
Fiscalité affectée	26	27
Autres financements publics	1 869	1 136
Recettes propres	4 883	5 114
Recettes fléchées	872	1 932
Financements de l'État fléchés	384	400
Autres financements publics fléchés	263	1 319
Recettes propres fléchées	225	213
Total des recettes (C)	25 686	27 632
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)	365	2 548
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)	0	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation	5 396	2 152	2 152	0	0	964	324	8 512	7 872
	5 430	2 133	1 971	0	0	801	571	8 364	7 972

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Recherche	8 095	2 490	2 490	0	0	1 877	927	12 462	11 512	
	8 145	2 421	2 237	0	0	826	614	11 392	10 996	
Soutien	3 373	1 255	1 255	0	0	644	644	5 272	5 272	
	3 394	1 211	1 119	0	0	541	402	5 145	4 914	
Vie étudiante	0	665	665	0	0	0	0	665	665	
	0	673	673	0	0	712	529	1 385	1 202	
Total	16 864	6 562	6 562	0	0	3 485	1 895	26 912	25 322	
	16 968	6 437	6 000	0	0	2 880	2 116	26 285	25 084	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	0	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	300	529
Autres décaissements non budgétaires	200	226
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	500	756
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	465	2 565
Abondement de la trésorerie fléchée	336	1 450
Abondement de la trésorerie non fléchée	129	1 115
Total des besoins	965	3 320

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	365	2 548
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	400	580
Autres encaissements non budgétaires	200	192
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	965	3 320
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	0	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	0
Total des financements	965	3 320

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	251	252	256

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
– sous plafond	179	183	182
– hors plafond	72	69	74
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>	1	1	
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Les départs de titulaires ont été plus importants que prévus (10 réalisés pour 8 prévus). Les arrivées, au nombre de 12, sont conformes aux prévisions.

Au 30/12/2022, l'école présente 182,3 ETPT pour un plafond de 183 ETPT.

En hors plafond l'effectif est supérieur aux prévisions de 5 unités qui correspondent à l'évolution des contrats de recherche.

OPÉRATEUR

ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1er janvier 2022, l'ENSTA Paris est la plus ancienne des écoles d'ingénieurs française. Membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris, l'école reste fortement engagée dans son développement afin de devenir un institut de sciences et de technologies de rang mondial. En 2021, elle a contribué très largement à la création du Centre Interdisciplinaire d'Études pour la Défense et la Sécurité (CIEDS) consacré à la conception et au développement de réponses scientifiques et technologiques pour le secteur de la Défense.

L'école a conforté son positionnement dans le groupe des écoles dites A+ et continue sa progression dans les classements nationaux avec une septième place dans le palmarès des écoles d'ingénieurs d'excellence du Figaro Etudiant, la positionnant durablement dans le TOP10.

Avec l'ambition de former des ingénieurs humanistes accompagnant les transformations des grands secteurs stratégiques, l'école déploie depuis plusieurs années un module d'engagement citoyen obligatoire pour tous ses élèves ingénieurs. Cette démarche historiquement menée en partenariat avec l'École polytechnique a pris un nouvel élan par la création d'une cordée ENSTA Paris, dénommée « Talents d'avenir ». C'est également avec le lancement de sa démarche transition écologique en mars dernier que l'établissement a pu valoriser ses forces en la matière et mettre en œuvre pour la rentrée académique 2021-2022 les premières évolutions de son cycle ingénieur. Enfin, l'école a continué sa mobilisation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 afin de garantir ses missions et plus particulièrement le maintien d'un enseignement de haut niveau.

Dans le domaine scientifique, elle est particulièrement investie dans le domaine de la robotique, en particulier des véhicules autonomes, celui des lasers avec plusieurs publications de haut niveau et leurs applications industrielles. Trois de ses laboratoires bénéficient de la labellisation Carnot mettant en avant l'excellence de sa recherche partenariale.

A l'international, l'école est engagée dans deux campus *offshore* :

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

- en Chine, à Shanghai l'école d'ingénieurs franco-chinoise SPEIT, programme international associant une des toutes meilleures universités de technologie chinoise SJTU et quatre partenaires français que l'ENSTA Paris représente (Ecole polytechnique, Telecom Paris, Mines Paris et ENSTA Paris) ;
- en Tunisie, à Tunis où ses formations d'ingénieurs sont délocalisées en partenariat avec l'Ecole d'Ingénieurs de Tunis.

L'école s'est par ailleurs mobilisée au titre du plan France Relance, en obtenant le financement de la rénovation énergétique des bâtiments du centre de l'Yvette, afin de préparer l'extension de son laboratoire d'optique appliquée, dont l'ambition est d'être un des premiers centres au monde d'accélération laser-plasma avec le projet LAPLACE. L'ENSTA Paris et ses partenaires ont également pu bénéficier de financements accordés dans le cadre de la préservation des emplois de recherche et de développement afin de renforcer les projets de recherche conjoints.

Enfin, l'école est certifiée au niveau "excellent" au titre de la haute qualité environnementale (HQE), témoignant ainsi de son engagement fort et constant au titre de sa responsabilité sociétale.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P362 – Écologie	6 093	6 093				
Dotations en fonds propres	6 093	6 093				
P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					5	5
Transferts					5	5
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	18 242	18 843	18 630	18 630	18 938	18 956
Subventions pour charges de service public	17 450	17 450	18 230	18 230	18 418	18 418
Dotations en fonds propres	500	500	400	400	400	400
Transferts	292	893			120	138
P146 – Équipement des forces	31	31			26	26
Transferts	31	31			26	26
P150 – Formations supérieures et recherche universitaire	119	119			9	9
Subventions pour charges de service public	119	119			9	9
P231 – Vie étudiante	1	1			3	3
Transferts	1	1			3	3
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle						
Transferts						
P363 – Compétitivité	250				315	250
Transferts	250				315	250
P147 – Politique de la ville	3	3				
Transferts	3	3				
Total	24 740	25 090	18 630	18 630	19 297	19 250

Les ressources obtenues sont conformes aux prévisions suite à la levée de la réserve en fin d'année 2022.

Des crédits supplémentaires sur le P144 ont été versés au titre de la revalorisation du point d'indice (159 k€) et de l'aide exceptionnelle de solidarité attribuée aux étudiants boursiers non bénéficiaires d'une aide personnalisée au logement (29 k€).

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	17 341	16 713	Subventions de l'État	17 967	18 418
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 724		– subventions pour charges de service public	17 967	18 418
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	10 619	10 649	Fiscalité affectée	26	
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	3 617	6 396
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	3 958	3 953	Revenus d'activité et autres produits	7 251	6 194
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	3 945	3 949	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	217	
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>	13	5	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>	21	29
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	3 087	2 800
Total des charges	27 960	27 362	Total des produits	28 861	31 009
Résultat : bénéfice	901	3 647	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	28 861	31 009	Total : équilibre du CR	28 861	31 009

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 534	4 772
Investissements	8 854	8 015	Financement de l'actif par l'État	384	854
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		341
			Autres ressources	432	
Remboursement des dettes financières	123	118	Augmentation des dettes financières	118	92
Total des emplois	8 977	8 134	Total des ressources	2 468	6 059
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	6 509	2 075

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

La capacité d'autofinancement 2022 est de 4 772 k€, à comparer à 3 112 k€ en 2021. Son niveau s'explique par le résultat d'exploitation et le niveau de dotations aux amortissements (3 949 k€), après déduction de la quote-part des subventions rattachées aux actifs (2 800 k€). Cette capacité d'autofinancement montre que l'ENSTA Paris est en mesure de financer son programme ambitieux d'investissement dans les infrastructures et les équipements de formation et de recherche.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
22 448	13 373	15 719

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	17 341	17 341	16 680	16 680
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	7 101	6 662	7 055	6 651
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	1 606	8 854	1 577	8 067
Dont enveloppe recherche	0	0	9 460	15 800
- Personnel enveloppe recherche	0	0	6 171	6 171
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	2 610	2 461
- Investissement enveloppe recherche	0	0	678	7 168
Total des dépenses AE (A) CP (B)	26 048	32 856	25 312	31 398
dont contributions employeur au CAS pensions	1 724	1 724	1 729	1 729

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	22 303	22 564
Subvention pour charges de service public	17 967	18 697
Autres financements de l'État	0	420
Fiscalité affectée	26	50
Autres financements publics	384	0
Recettes propres	3 926	3 397
Recettes fléchées	4 049	4 702
Financements de l'État fléchés	0	0
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	4 049	4 702
Total des recettes (C)	26 353	27 266
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	6 504	4 132

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
ENSEIGNEMENT	5 902	2 449	2 427	0	0	0	0	8 351	8 329
	5 671	2 399	2 261	0	0	0	0	8 070	7 932

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<i>Budget initial</i>										
<i>Compte financier *</i>										
RECHERCHE	6 111 6 171	2 408 2 610	2 153 2 461	0 0	0 0	922 678	8 170 7 168	9 442 9 460	16 434 15 800	
SUPPORT	4 273 3 836	1 860 1 623	1 737 1 530	0 0	0 0	684 899	684 899	6 817 6 358	6 694 6 265	
VIE ETUDIANTE	1 055 1 001	383 423	345 399	0 0	0 0	0 0	0 0	1 438 1 424	1 399 1 400	
Total	17 341 16 680	7 101 7 055	6 662 6 651	0 0	0 0	1 606 1 577	8 854 8 067	26 048 25 312	32 856 31 398	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	6 504	4 132
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	123	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	291	77
Autres décaissements non budgétaires	0	2 641
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	6 917	6 850
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	6 917	6 850

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	118	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	371	121
Autres encaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	489	121
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	6 428	6 729
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	4 048
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	6 428	2 682
Total des financements	6 917	6 850

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

La trésorerie et le fonds de roulement d'ENSTA Paris se situent au -delà de 15 000 k€. Cette situation permet de sécuriser l'école dans ses différents projets qui se poursuivront en 2023

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	212	227	214
– sous plafond	168	177	168
– hors plafond	44	50	46
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :	1	1	1
– rémunérés par l'État par d'autres programmes	1	1	1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

OPÉRATEUR**ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

Le contrat d'objectifs et de performance 2022-2026, signé en avril 2022, a pour ambition de renforcer la position de l'ISAE SUPAERO en tant que leader international pour la formation supérieure à l'ingénierie aérospatiale en s'affirmant comme un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire.

Il se structure autour de quatre axes :

1. Contribuer au progrès de la société en accentuant l'impact de nos activités de formation et de recherche ;
2. Être un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire : décarbonation, NewSpace, innovation ;
3. S'appuyer encore davantage sur nos partenariats et nos réseaux pour accroître l'impact de nos activités ;
4. Travailler nos fondamentaux pour assurer l'avenir.

L'exercice 2022 a été marqué par le retour aux activités normales de l'Institut après deux années de pandémie.

Le campus s'est enrichi avec la mise en service de l'Aérothèque Marie Marvingt et la poursuite des opérations de travaux de rénovation énergétique liées au Plan de Relance Immobilier.

L'institut a mis en place sa nouvelle organisation afin de répondre aux enjeux du COP (fusion des directions de formation, création d'une direction du développement et de l'innovation) tout en continuant à développer ses ressources propres.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur					32	13
Subventions pour charges de service public					32	13
P362 – Écologie	11 971	11 971				
Dotations en fonds propres	11 971	11 971				
P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					7	2
Transferts					7	2
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	45 323	45 741	39 967	39 967	47 911	43 391
Subventions pour charges de service public	38 484	38 484	38 350	38 350	38 735	38 735
Dotations en fonds propres	4 300	4 300	1 617	1 617	1 617	1 617
Transferts	2 539	2 958			7 559	3 039
P212 – Soutien de la politique de la défense						
Transferts						
P141 – Enseignement scolaire public du second degré					83	83
Transferts					83	83
P150 – Formations supérieures et recherche universitaire	212	212	165	165	215	215
Subventions pour charges de service public	212	212	165	165	215	215
P231 – Vie étudiante	40	40				
Transferts	40	40				
P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables		227				8
Transferts		227				8
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle					-50	
Transferts					-50	
P304 – Inclusion sociale et protection des personnes					22	22
Transferts					22	22
P363 – Compétitivité	90	40				50
Transferts	90	40				50
P147 – Politique de la ville	65	65			67	67
Transferts	65	65			67	67
Total	57 701	58 296	40 132	40 132	48 287	43 850

Les ressources obtenues sont conformes aux prévisions suite à la levée de la réserve en fin d'année 2022.

Des crédits supplémentaires sur le P144 ont été versés au titre de la revalorisation du point d'indice (361 k€) et de l'aide exceptionnelle de solidarité attribuée aux étudiants boursiers non bénéficiaires d'une aide personnalisée au logement (24 k€).

La SCSP allouée au titre du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation a été augmentée au titre de la prolongation des contrats doctoraux, pour tenir compte des impacts de la crise sanitaire.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	39 400	38 977	Subventions de l'État	40 509	38 950
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	4 477	3 919	– subventions pour charges de service public	40 509	38 950
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	29 826	30 875	Fiscalité affectée	60	604
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	4 239	7 665
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	9 172	9 784	Revenus d'activité et autres produits	24 418	21 018
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	9 172	9 784	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		171
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		11
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	5 400	5 181
Total des charges	69 226	69 852	Total des produits	69 227	68 238
Résultat : bénéfice	1		Résultat : perte		1 614
Total : équilibre du CR	69 227	69 852	Total : équilibre du CR	69 227	69 852

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 773	2 806
Investissements	16 702	20 862	Financement de l'actif par l'État	14 617	10 611
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		23
			Autres ressources		2 627
Remboursement des dettes financières	2 056	2 191	Augmentation des dettes financières		8 057
Total des emplois	18 757	23 053	Total des ressources	18 390	24 124
Augmentation du fonds de roulement		1 071	Diminution du fonds de roulement	367	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'évolution du niveau des investissements de +4 M€ par rapport aux prévisions est essentiellement le résultat de corrections comptables actées sur l'exercice 2022, pour donner suite aux observations des commissaires aux comptes. En effet, une régularisation de l'ordre de 8,4 M€ a été opérée afin de corriger l'inscription initiale au bilan du contrat de partenariat public privé (PPP). Ce contrat qui s'étale sur 30 ans concerne la construction et la rénovation de logements de résidence étudiants de l'ISAE.

Par symétrie, les ressources internes ont atteint en fin d'année un niveau plus élevé que prévu de +5,7 M€ du fait d'une correction du même ordre relative au PPP.

A noter, par ailleurs, la prise en compte dans les autres ressources d'un remboursement de crédit de TVA relatif à des droits acquis sur les années 2017 et 2018 pour un montant total de 2,26 M€.

Pour autant, et bien qu'en-dessous de la prévision, la capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice demeure confortable puisqu'elle atteint 2,8 k€ et permet à l'établissement, avec l'appui de la subvention pour charges d'investissement, de financer ses investissements et d'abonder le fonds de roulement en fin d'année d'un peu plus d'1 M€.

L'évolution du niveau des investissements de +4 M€ par rapport aux prévisions est essentiellement le résultat de corrections comptables actées sur l'exercice 2022, pour donner suite aux observations des commissaires aux comptes. En effet, une régularisation de l'ordre de 8,4 M€ a été opérée afin de corriger l'inscription initiale au bilan du contrat de partenariat public privé (PPP). Ce contrat qui s'étale sur 30 ans concerne la construction et la rénovation de logements de résidence étudiants de l'ISAE.

Par symétrie, les ressources internes ont atteint en fin d'année un niveau plus élevé que prévu de +5,7 M€ du fait d'une correction du même ordre relative au PPP.

A noter, par ailleurs, la prise en compte dans les autres ressources d'un remboursement de crédit de TVA relatif à des droits acquis sur les années 2017 et 2018 pour un montant total de 2,26 M€.

Pour autant, et bien qu'en-dessous de la prévision, la capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice demeure confortable puisqu'elle atteint 2,8 k€ et permet à l'établissement, avec l'appui de la subvention pour charges d'investissement, de financer ses investissements et d'abonder le fonds de roulement en fin d'année d'un peu plus d'1 M€.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
29 022	13 462	22 883

Le niveau de trésorerie atteint en fin d'exercice s'élève bien au-delà des prévisions de début d'année (+9,4 M€) en raison principalement du décalage sur 2023 de la fin des travaux du plan de relance et du versement du crédit de TVA.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	39 400	39 400	39 626	39 626
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	22 612	20 432	20 658	20 389
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	8 596	18 757	5 063	14 431
Dont enveloppe recherche	0	0	18 776	19 044
- Personnel enveloppe recherche	0	0	13 235	13 235
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	3 817	3 921
- Investissement enveloppe recherche	0	0	1 723	1 888
Total des dépenses AE (A) CP (B)	70 608	78 589	65 348	74 446
dont contributions employeur au CAS pensions	4 477	4 477	3 919	3 919

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	56 030	58 259
Subvention pour charges de service public	37 908	38 950
Autres financements de l'État	225	231
Fiscalité affectée	60	54
Autres financements publics	168	279
Recettes propres	17 669	18 745
Recettes fléchées	9 463	7 912
Financements de l'État fléchés	5 243	4 655
Autres financements publics fléchés	4 071	3 163
Recettes propres fléchées	149	95
Total des recettes (C)	65 493	66 172
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	13 096	8 274

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Enseignement	14 135	14 135	1 857	1 675	0	0	8	8	16 000	15 818
	13 945	13 945	1 517	1 775	0	0	270	151	15 732	15 871
Recherche	15 535	15 535	3 907	3 169	0	0	1 819	1 819	21 261	20 523
	13 235	13 235	3 817	3 921	0	0	1 723	1 888	18 776	19 044
Soutien	9 443	9 443	12 406	11 146	0	0	6 758	14 864	28 606	35 452
	12 446	12 446	10 340	9 953	0	0	3 035	12 363	25 821	34 761
Vie étudiante	287	287	4 442	4 442	0	0	12	2 068	4 741	6 796
	0	0	4 984	4 740	0	0	35	30	5 020	4 769
Total	39 400	39 400	22 612	20 432	0	0	8 596	18 757	70 608	78 589
	39 626	39 626	20 658	20 389	0	0	5 063	14 431	65 348	74 446

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	13 096	8 274
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	1 508	2 102
Autres décaissements non budgétaires	0	145
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	14 604	10 522
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	999
Total des besoins	14 604	10 522

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	1 487	4 269
Autres encaissements non budgétaires	0	113
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	1 487	4 382
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	13 116	6 140
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	7 139
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	13 116	0
Total des financements	14 604	10 522

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au total, le solde budgétaire de fin d'année 2022 est moins déficitaire que prévu en amélioration de 4,8 M€ compte tenu du décalage des travaux du plan de relance sur 2023 conjugués aux bons résultats des recettes (+700 k€).

Le prélèvement sur la trésorerie fléchée suit la même tendance avec un moindre recours compte tenu du décalage des travaux du plan de relance.

A noter une correction intervenue en 2022 pour tenir compte d'une mauvaise comptabilisation d'une opération de travaux imputée à tort sur la trésorerie globalisée et qui a été transférée sur la trésorerie fléchée ce qui vient diminuer le prélèvement sur celle-ci de 2,5 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	580	620	596
– sous plafond	412	412	411
– hors plafond	168	208	185
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>		12	
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :	2	2	1
– rémunérés par l'État par d'autres programmes	2	2	1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

L'institut a ainsi consommé le plafond d'emploi (595.72 ETPT) à hauteur de 96 %, grâce à un pilotage en amélioration constante de son processus RH, et dans la logique des Responsabilités et Compétences Élargies (RCE) mises en œuvre depuis 2021. Le taux de rigidité (Dépenses de personnels/recettes encaissés) reste stable à 59 %.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

OPÉRATEUR**ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

En 2022, l'ONERA présente un résultat net comptable nettement meilleur que prévu (14,35 M€) et meilleur que celui de 2021 (9,36 M€) en raison, d'une part, d'une forte croissance de l'activité contractuelle et d'autre part, d'une meilleure maîtrise de ses charges contractuelles. La maîtrise des charges est la conséquence de la poursuite des actions d'amélioration de l'ONERA en matière de pilotage des activités contractuelles, tant sur les délais des projets que sur leurs coûts de production.

L'accroissement de l'activité contractuelle associée à l'augmentation de la productivité des activités contractuelles a conduit à une capacité d'autofinancement supérieure aux prévisions (33,7 M€) et également supérieure à celle obtenue en 2021 (27,1 M€), permettant de mieux financer les investissements nécessaires à l'évolution de l'activité.

En terme de recettes contractuelles, le niveau a atteint 129,73 M€, soit un accroissement de 14,79 M€ par rapport à 2021.

En terme de prises de commandes, les nouveaux contrats enregistrés en 2022 conduisent à un montant de prise de commandes de 162,9 M€, jamais atteint. Elles font de l'année 2022 une année historique, juste après l'année 2021 où les prises de commandes atteignaient 151,9 M€.

Même si le niveau de la trésorerie non fléchée est faible à la fin de l'année 2022, l'ensemble de ces résultats constitue un signal fort et tangible de la confiance de l'ensemble des partenaires de l'Office.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P362 – Écologie	1 948	1 948				
Dotations en fonds propres	1 948	1 948				
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	112 287	113 299	108 934	108 934	114 999	113 815
Subventions pour charges de service public	110 000	110 000	108 934	108 934	111 459	111 459
Transferts	2 287	3 299			3 540	2 356
P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	68 304	63 512			5 199	17 712
Transferts	68 304	63 512			5 199	17 712
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle		13				
Transferts		13				
P363 – Compétitivité					90	40
Transferts					90	40
P424 – Financement des investissements stratégiques					3 600	1 702
Transferts					3 600	1 702
Total	182 539	178 771	108 934	108 934	123 887	133 269

En 2022, le programme 144 aura versé une subvention pour charges de service public (SCSP) de l'ordre de 111,5 M€ à l'ONERA, tenant compte d'une redotation de l'opérateur associée au contexte économique et à la renégociation salariale intervenue en 2022.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	159 750	164 274	Subventions de l'État	108 934	111 459
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	490	499	– subventions pour charges de service public	108 934	111 459
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	104 291	96 195	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	1 400	2 254
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	22 850	24 561	Revenus d'activité et autres produits	154 601	161 105
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	22 850	24 560	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	550	1 088
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		1	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		3
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	4 750	4 126
Total des charges	264 041	260 469	Total des produits	264 935	274 819
Résultat : bénéfice	894	14 349	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	264 935	274 819	Total : équilibre du CR	264 935	274 819

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	18 444	33 693
Investissements	70 882	49 537	Financement de l'actif par l'État	1 970	-2
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	5 754	7 447
			Autres ressources	26 000	
Remboursement des dettes financières	10	2	Augmentation des dettes financières	10	4
Total des emplois	70 892	49 539	Total des ressources	52 178	41 143
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	18 714	8 396

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

En 2022, le résultat net comptable et la capacité d'autofinancement associée sont nettement meilleurs que prévu. Ce résultat repose sur une production contractuelle en forte augmentation et une gestion rigoureuse des charges de fonctionnement.

Le niveau des investissements est inférieur à la prévision, la sous exécution étant principalement portée par des décalages dans l'exécution des deux opérations suivantes : PRISME et ATP.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

Cette sous exécution associée à une capacité d'autofinancement en ligne avec le résultat net comptable a conduit à une diminution du fond de roulement inférieur au niveau initialement prévu.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
83 065	66 920	66 346

L'ONERA dispose en fin de gestion 2022 d'une trésorerie de 66,3 M€, principalement constituée de trésorerie fléchée.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	172 686	172 686	176 198	176 198
Fonctionnement	65 064	68 935	56 230	54 297
Intervention	50	50	10	10
Investissement	73 367	57 681	53 745	35 992
Total des dépenses AE (A) CP (B)	311 167	299 352	286 183	266 498
dont contributions employeur au CAS pensions	490	490	499	499

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	252 417	249 243
Subvention pour charges de service public	108 934	111 459
Autres financements de l'État	8 800	2 874
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	6 355	2 665
Recettes propres	128 328	132 246
Recettes fléchées	15 948	0
Financements de l'État fléchés	15 948	0
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	0
Total des recettes (C)	268 365	249 243
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)	30 987	17 255

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1. Activités conduites	115 035	22 681	25 269	0	0	45 167	33 745	182 883	174 049

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<i>Budget initial</i> Compte financier *									
par les unités de recherche	116 686	16 922	16 644	0	0	29 755	25 729	163 363	159 058
2. Actions communes pour les activités de recherche	29 421 29 118	15 173 13 063	15 889 14 454	50 10	50 10	3 138 3 209	2 976 2 622	47 782 45 401	48 336 46 204
3. Fonctions support transverses	28 230 30 395	27 210 26 244	27 777 23 199	0 0	0 0	25 062 20 780	20 960 7 642	80 502 77 419	76 967 61 236
Total	172 686 176 198	65 064 56 230	68 935 54 297	50 10	50 10	73 367 53 745	57 681 35 992	311 167 286 183	299 352 266 498

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	30 987	17 255
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	10	2
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	18 500	24 393
Autres décaissements non budgétaires	0	526
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	49 497	42 176
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	2 189	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	49 497	42 176

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	12 010	2
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	18 500	24 120
Autres encaissements non budgétaires	0	1 336
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	30 510	25 457
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	18 987	16 719
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	10 618
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	21 176	6 101
Total des financements	49 497	42 176

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau d'équilibre financier met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie, qu'il s'agisse des opérations budgétaires ou d'opérations non budgétaires comme les emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, et les opérations au nom et pour le compte de tiers.

En besoins de trésorerie, sur la ligne emprunts, l'ONERA n'a pas mobilisé les 12 M€ de l'emprunt BEI prévu au budget destinés à couvrir les dépenses du programme de rénovation des souffleries. Les opérations au nom et pour le compte de tiers recouvrent les opérations relatives à la TVA collectée et déductible. Elles retracent également les sommes qui

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

transitent dans le cadre de programmes dont l'ONERA est coordinateur et qui sont à destination des autres partenaires, essentiellement sur programmes européens.

Les opérations impactant la trésorerie dite fléchée concerne les travaux de renforcement du bâtiment de la soufflerie S1 à Modane-Avrieux, au plan ATP de rénovation des souffleries, le projet PRISME et les travaux financés par le volet énergétique du plan de relance.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	1 958	1 914	1 997
– sous plafond	1 776	1 775	1 769
– hors plafond	182	139	228
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>	33		35
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

En dehors des mouvements annuels des entrées-sorties des doctorants et des sorties liées aux fins de contrats à durée déterminée, l'ONERA dénombre 65 départs en retraite.

OPÉRATEUR

X - Ecole polytechnique

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2022 est la première année d'exécution du contrat d'objectifs et de performance 2022-2026 dont l'objectif est d'assurer, dans le cadre d'une situation financière à l'équilibre, le développement de l'enseignement et de la recherche, la rénovation du campus, et de contribuer au développement de l'Institut Polytechnique de Paris.

L'année 2022 marque le retour à la normale pour la vie de l'établissement après deux années de crise sanitaire. En 2022, l'École polytechnique a diplômé 493 ingénieurs, 79 bachelors ainsi que 155 masters of science and technology. Elle a aussi, via IP Paris, œuvré à la formation de doctorants et de masters. Elle a également noué des partenariats académiques internationaux forts, notamment avec Columbia, Berkeley ou l'alliance EuroTech. En termes de classements internationaux, l'École polytechnique n'est plus classée individuellement depuis 2021 et tient son rang de l'Institut polytechnique de Paris. On observe une relative stabilité sur les classements internationaux : 49^e pour le classement QS, 95^e sur le THE. Au plan national, l'X confirme sa 1^{re} place dans les classements des écoles d'ingénieurs (Le Figaro, L'Usine nouvelle, L'Étudiant). Enfin, l'École compte désormais un autre lauréat du prix Nobel de physique parmi ses professeurs : Alain Aspect.

En adéquation avec l'ambition du COP de démultiplier les impacts de la recherche, l'année 2022 a permis d'accélérer le développement des centres interdisciplinaires : E4C a bénéficié d'un don exceptionnel de 8 M€ de la part d'un mécène particulier, Hi ! PARIS a vu de nouveaux mécènes entreprises lui apporter leur soutien et E4H a été lancé. Les chercheurs de l'École ont été distingués pour leur excellence scientifique avec l'attribution de 8 ERC. Concernant l'innovation, le Drahi-X a incubé 35 startups.

Concernant le plan pluriannuel d'investissement, les deux opérations immobilières en cours ont connu des retards dus à des difficultés techniques : le bâtiment d'enseignement mutualisé devrait être livré au 2^e semestre 2023 et le Pôle mécanique à l'automne 2023. L'école a signé fin 2022 un contrat de financement avec la Banque européenne d'investissement pour un emprunt à hauteur de 70 M€ dont les tranches de tirages s'étaleront entre 2023 et 2027. Cet emprunt permettra de compléter le financement de la rénovation du cœur historique de l'École et des laboratoires, en cohérence avec le schéma pluriannuel de stratégie immobilière 2022-2026 validé en septembre.

Enfin, l'École a poursuivi la modernisation de ses fonctions d'appui avec le lancement en 2022 du nouveau SI financier et la validation du plan de transformation de la fonction et de la politique RH.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P185 – Diplomatie culturelle et d'influence		23				
Transferts		23				
P362 – Écologie	5 175	5 175				
Dotations en fonds propres	5 175	5 175				
P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					5	5
Transferts					5	5
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	105 018	103 223	99 821	99 821	110 294	104 631
Subventions pour charges de service public	95 640	97 440	95 821	95 821	96 656	96 656
Dotations en fonds propres			4 000	4 000	4 000	4 000
Transferts	9 378	5 783			9 638	3 975
P146 – Équipement des forces	20	20			12	12
Transferts	20	20			12	12
P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale	25	25			25	25
Subventions pour charges de service public	25	25			25	25
P150 – Formations supérieures et recherche universitaire	5 381	5 381	5 087	5 087	5 291	5 291
Subventions pour charges de service public	5 381	5 381	5 087	5 087	5 291	5 291
P231 – Vie étudiante	31	31			17	17
Subventions pour charges de service public	5	5			1	1
Transferts	26	26			16	16
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle		1 125				
Dotations en fonds propres		1 125				
Transferts						
P363 – Compétitivité					90	355
Transferts					90	355
P147 – Politique de la ville	57	57			30	30
Transferts	57	57			30	30
Total	115 707	115 060	104 909	104 909	115 765	110 367

Les ressources obtenues sont conformes aux prévisions suite à la levée de la réserve en fin d'année 2022.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

Des crédits supplémentaires sur le P144 ont été versés au titre de la revalorisation du point d'indice (835 k€). Concernant le programme 155 l'écart réside dans une compensation de mesures sociales au profit des étudiants.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	110 657	105 481	Subventions de l'État	94 420	96 656
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	3 925	3 899	– subventions pour charges de service public	94 420	96 656
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	52 490	47 910	Fiscalité affectée		82
Intervention (le cas échéant)		1 100	Autres subventions	32 668	20 153
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	12 800	15 162	Revenus d'activité et autres produits	36 109	41 969
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	12 800	15 158	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	4 400	1 126
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		4	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		4 244
Total des charges	163 147	154 491	Total des produits	163 198	158 860
Résultat : bénéfice	50	4 369	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	163 198	158 860	Total : équilibre du CR	163 198	158 860

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	8 450	14 161
Investissements	36 989	16 192	Financement de l'actif par l'État	3 840	968
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	19 600	6 042
			Autres ressources		-400
Remboursement des dettes financières		8	Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	36 989	16 200	Total des ressources	31 890	20 771
Augmentation du fonds de roulement		4 571	Diminution du fonds de roulement	5 098	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'École polytechnique termine l'année 2022 avec un résultat comptable excédentaire de +4.6 M€, fruit du travail de redressement de ses comptes engagés depuis 2020. L'École est en croissance tant sur ses produits que sur ses charges par rapport à 2021 mais en deçà de sa prévision initiale. L'École demeure en 2022 dans une période d'investissement avec le développement des cursus Bachelors et MScT, la création de centres interdisciplinaires de

recherche, la rénovation et la construction de nouveaux bâtiments sur le campus (cf : Schéma Pluriannuel de la Stratégie Immobilière approuvé fin 2022), la transformation de ses fonctions d'appui, la participation au développement de l'Institut Polytechnique de Paris.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
40 917	25 126	53 049

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	110 657	110 657	105 481	105 481
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	38 667	38 484	36 350	35 182
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	20 377	36 989	16 159	27 903
Dont enveloppe recherche	0	0	54 857	54 025
- Personnel enveloppe recherche	0	0	40 083	40 083
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	9 388	9 167
- Investissement enveloppe recherche	0	0	5 386	4 775
Total des dépenses AE (A) CP (B)	169 701	186 130	157 989	168 566
dont contributions employeur au CAS pensions	3 925	3 925	3 899	3 899

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	129 589	130 119
Subvention pour charges de service public	94 420	96 656
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	35 168	33 463
Recettes fléchées	53 112	49 641
Financements de l'État fléchés	9 736	9 308
Autres financements publics fléchés	15 995	16 306
Recettes propres fléchées	27 381	24 028
Total des recettes (C)	182 701	179 760
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	11 194
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	3 429	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Appui	17 705		3 482	3 506	0	0	3 019	2 219	24 206	23 430
	16 877		4 291	4 074	0	0	1 912	2 005	23 080	22 956
Enseignement	45 370		6 686	6 694	0	0	693	1 290	52 749	53 353
	43 247		3 069	3 119	0	0	973	519	47 289	46 885
Entrepreneuriat Innovation	1 107		919	827	0	0	110	110	2 136	2 044
	1 055		402	458	0	0	69	66	1 526	1 579
Recherche	42 050		8 209	8 021	0	0	5 891	3 720	56 150	53 791
	40 083		9 388	9 167	0	0	5 386	4 775	54 857	54 025
Vie de campus	4 426		19 370	19 436	0	0	10 664	29 650	34 460	53 513
	4 219		19 199	18 364	0	0	7 820	20 538	31 238	43 121
Total	110 657		38 667	38 484	0	0	20 377	36 989	169 701	186 130
	105 481		36 350	35 182	0	0	16 159	27 903	157 989	168 566

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	3 429	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	253	333
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	8 820
Autres décaissements non budgétaires	2 000	1 941
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	5 682	11 094
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	12 464
Abondement de la trésorerie fléchée	0	3 717
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	8 747
Total des besoins	5 682	23 558

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	11 194
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	340	326
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	11 448
Autres encaissements non budgétaires	2 000	590
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	2 340	23 558
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	3 342	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	3 342	0
Total des financements	5 682	23 558

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les opérations pour compte de tiers intègrent notamment : les encaissements et décaissements de TVA, le CIEDS pour les établissements partenaires (ENSTA et Télécom Sud Paris) et les travaux immobiliers conduits au profit de l'ENSTA (rénovation du centre de l'Yvette sur le plateau de Saclay).

La trésorerie s'élève à 53.0 M€ à fin 2022 dont 36.0 M€ de trésorerie fléchée. Avec un résultat comptable est de +4,4 M€, l'intégration du changement de méthode comptable relatif aux frais de scolarité qui vient porter une correction de -5,7 M€ au report à nouveau, une CAF de 14,2 M€, la capacité de l'École est confirmée dans la perspective d'un emprunt de 70 M€ (cf : SPSI) dont le premier tirage est prévu en 2023.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	3 047	3 132	3 068
– sous plafond	2 640	2 680	2 637
– hors plafond	407	452	431
<i>dont contrats aidés</i>		9	10
<i>dont apprentis</i>	11		
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			1
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Le différentiel de 43 ETPT (entre l'autorisation de la Loi de Finances et l'exécution) est à imputer en partie aux élèves polytechniciens (-11 ETPT liés principalement aux cédures et à un plus grand nombre d'élèves dans les Corps) et aux vacances de postes, notamment en raison du fort taux de rotation que l'École connaît depuis la crise sanitaire et à l'accentuation des difficultés de recrutement sur les métiers en tension. Concernant les emplois hors plafond, la moindre exécution est à mettre en relation avec les difficultés de recrutement et avec une trajectoire d'augmentation de l'effectif de doctorants plus lente que prévue

OPÉRATEUR

IPP - Institut Polytechnique de Paris

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Créé par un décret du 31 mai 2019, l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) a mis rapidement en œuvre une organisation et des modes de fonctionnement agiles. En matière d'enseignement, IP Paris assure pour le compte de ses écoles-membres la gestion centralisée des étudiants en masters IP Paris et des doctorants dans le cadre de l'école doctorale pluridisciplinaire IP Paris, co-accréditée avec HEC Paris, et de l'école doctorale de Mathématiques Hadamard (EDMH), co-accréditée avec l'Université Paris-Saclay.

Les écoles-membres ont adapté leurs modalités d'enseignement dans le contexte de crise sanitaire, en développant l'hybridation des formations notamment grâce à un financement du MESRI. IP Paris met l'accent sur le développement de la formation par la recherche, via notamment la mise en place de master *PhD Tracks*, grâce aux 4 financements Écoles Universitaires de Recherche (EUR) dont il a été lauréat. Après la création du centre interdisciplinaire E4C (*Énergy for Climate*) en 2019, du centre interdisciplinaire Hi ! Paris dédié à l'intelligence artificielle et à la science des données a lancé avec HEC Paris et le support d'entreprises et du CIEDS financé pour partie par le MINARM en 2020, IP Paris a lancé un nouveau centre interdisciplinaire Engineering for Health (E4H) en 2022. Le développement de ces centres commence à se traduire dans la trajectoire financière d'IP Paris via leurs contributions aux ressources propres de l'établissement.

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

L'année 2022 est la troisième année d'exécution budgétaire de l'Institut Polytechnique de Paris. Le compte financier 2022 se caractérise par des recettes globalement en ligne avec le budget rectificatif 2022 approuvé par le conseil d'administration en septembre 2022, mais des dépenses décalées sur 2022, notamment des dépenses fléchées correspondant à des financements reçus en toute fin d'année (AMI Compétences et métiers d'avenir – Intelligence artificielle).

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense	3 202	3 202	3 202	3 202	3 236	3 236
Subventions pour charges de service public	3 202	3 202	3 202	3 202	3 236	3 236
P150 – Formations supérieures et recherche universitaire	375	375	174	174	231	231
Subventions pour charges de service public	375	375	174	174	231	231
P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2 750	2 750			3 381	3 381
Subventions pour charges de service public	2 750	2 750			3 381	3 381
P363 – Compétitivité	1 000	1 000				
Subventions pour charges de service public	1 000	1 000				
Total	7 327	7 327	3 375	3 375	6 848	6 848

Les ressources obtenues sont conformes aux prévisions suite à la levée de la réserve en fin d'année 2022.

Des crédits supplémentaires sur le P144 ont été versés au titre de la revalorisation du point d'indice (31 k€) et de l'aide exceptionnelle de solidarité attribuée aux étudiants boursiers non bénéficiaires d'une aide personnalisée au logement (3 k€).

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	3 425	2 836	Subventions de l'État	6 684	6 617
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	120	102	– subventions pour charges de service public	6 684	6 617
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	13 293	3 755	Fiscalité affectée		19
Intervention (le cas échéant)		5 441	Autres subventions	1 350	3 601
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	110	158	Revenus d'activité et autres produits	6 401	3 150
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	110	158	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	110	146
Total des charges	16 718	12 031	Total des produits	14 435	13 387
Résultat : bénéfice		1 355	Résultat : perte	2 283	
Total : équilibre du CR	16 718	13 387	Total : équilibre du CR	16 718	13 387

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement	2 283		Capacité d'autofinancement		1 366
Investissements	240	398	Financement de l'actif par l'État		
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		3
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	2 523	398	Total des ressources		1 369
Augmentation du fonds de roulement		971	Diminution du fonds de roulement	2 523	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'Institut polytechnique de Paris présente un excédent budgétaire de 2,6 M€ dont 2,3 M€ correspond à des dépenses acquises reportées : report du paiement des dépenses de personnel militaire en 2023 à hauteur de 0,3 M€ ; dépenses de fonctionnement et d'investissement sur financement globalisés reportées sur 2023 pour 0,8 M€ ; décalage d'exercices entre recettes et dépenses sur opérations fléchées correspondant à 1,2 M€.

Le compte de résultat présente un résultat positif de 1,4 M€.

L'apport au fonds de roulement s'établit à 1 M€ ce qui conduit à un niveau final du fonds de roulement de 8,3 M€ fin 2022.

La trésorerie qui s'élève à 10,2 M€ fin 2022 se répartit entre 3,3 M€ de trésorerie fléchée et 6,9 M€ de trésorerie globalisée. Cet excédent de trésorerie permet de couvrir à la fois le niveau final de restes à payer qui s'inscrit à 5,1 M€

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

et le déficit budgétaire de 2,8 M€ inscrit au budget initial 2023, tout en ciblant un niveau de trésorerie de l'ordre de 4 mois de dépenses récurrentes en 2023.

TRÉSorerIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
7 593	2 550	10 199

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	3 425	3 425	2 570	2 570
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	14 733	13 183	15 128	13 348
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	240	240	6	33
Dont enveloppe recherche	0	0	0	0
- Personnel enveloppe recherche	0	0	0	0
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	0	0
- Investissement enveloppe recherche	0	0	0	0
Total des dépenses AE (A) CP (B)	18 398	16 848	17 703	15 951
dont contributions employeur au CAS pensions	120	120	102	102

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Recettes globalisées	9 347	9 668
Subvention pour charges de service public	6 453	6 617
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	1 350	1 652
Recettes propres	1 544	1 399
Recettes fléchées	4 978	8 913
Financements de l'État fléchés	231	231
Autres financements publics fléchés	1 674	5 852
Recettes propres fléchées	3 073	2 830
Total des recettes (C)	14 325	18 582
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	2 631
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	2 523	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
PCampus, immobilier, logistique	3 425 2 570	14 733 15 128	13 183 13 348	0 0	0 0	240 6	240 33	18 398 17 703	16 848 15 951	
Total	3 425 2 570	14 733 15 128	13 183 13 348	0 0	0 0	240 6	240 33	18 398 17 703	16 848 15 951	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	2 523	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	46
Autres décaissements non budgétaires	0	6
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	2 523	52
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	2 606
Abondement de la trésorerie fléchée	0	816
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	1 790
Total des besoins	2 523	2 658

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	2 631
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	0
Autres encaissements non budgétaires	0	28
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	2 658
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	2 523	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	415	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 108	0
Total des financements	2 523	2 658

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
Emplois rémunérés par l'opérateur :	20	40	33
– sous plafond	16	22	22
– hors plafond	4	18	11

Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | Opérateurs

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Le plafond d'emplois fixé à 22 ETPT est totalement saturé.

Le développement des emplois hors plafond financés sur ressources propres, permettant d'accompagner l'évolution des missions dévolues à l'EPE IP Paris sous contrainte de plafond d'emplois, se poursuit à 14 ETP en fin d'année 2022 mais 11 ETPT en moyenne annuelle du fait de recrutements différés sur certains postes ouverts.